

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C — 2005/09648]

Ordre judiciaire. — Notariat

Par arrêté royal du 28 février 2005, entrant en vigueur le 17 août 2005, est acceptée la démission de M. Swennen, M., de ses fonctions de notaire à la résidence de Nieuwpoort.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C — 2005/09648]

Rechterlijke Orde. — Notariaat

Bij koninklijk besluit van 28 februari 2005, dat in werking treedt op 17 augustus 2005, is aan de heer Swennen, M., ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Nieuwpoort.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C — 2005/00496]

2 AOUT 2005. — Directive ministérielle MFO-2 relative au mécanisme de solidarité entre zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative

A l'attention de Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province et Commissaires d'Arrondissement,

A Madame le Gouverneur de l'Arrondissement de Bruxelles-Capitale,

Au Commissaire général de la Police fédérale,

Aux Chefs de Corps de la Police locale

1. Introduction

La présente directive est prise en exécution des articles 61 à 64 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI).

Elle entend régler la mise à disposition par l'ensemble des zones de police du pays d'une partie de leur capacité opérationnelle au profit d'une autre zone de police confrontée à une mission de police administrative ponctuelle qu'elle ne peut assurer seule. Il s'agit d'un mécanisme de solidarité nationale, appelé communément « capacité hypothéquée » (HyCap), envisagé comme procédure contraignante aux côtés des autres procédures de renfort existantes, à savoir l'appui latéral (par accord mutuel entre zones), la solidarité obligatoire des zones de l'arrondissement, la mise à disposition de renforts, spécialisés ou non, centralisés ou déconcentrés en provenance de la réserve générale ou encore les procédures de réquisition.

Une zone de police qui demande plus d'appui que ce qui est absolument nécessaire, impose inutilement une charge aux autres zones de police pouvant entraîner une perturbation de l'exercice des autres fonctionnalités de la police de base. Une importante responsabilité incombe donc aux autorités locales, à savoir ne demander de l'appui que lorsque les propres moyens de la police locale sont vraiment insuffisants, et tenir compte de cet impact dans les conditions liées aux autorisations accordées pour les événements (choix du lieu, du moment, service d'ordre interne,).

De même, la procédure décrite dans la présente directive ne peut porter préjudice au devoir d'assistance mutuelle entre services de police tel que prévu à l'article 43 de la loi sur la fonction de police (LFP), notamment dans le cadre des plans d'urgence et d'intervention qui nécessitent l'engagement conséquent des renforts immédiatement disponibles.

Le présent texte est à lire parallèlement aux autres directives contraignantes réglant l'exercice de certaines missions à caractère fédéral, notamment la MFO-05 du 23 décembre 2002 traitant des protections spéciales de personnes et de bâtiments.

Par ailleurs, une information correcte et complète est indispensable à l'évaluation de la menace et conditionne en grande partie le volume de renfort nécessaire. Dès lors, il est capital que les mécanismes d'échange d'informations, tels qu'ils sont organisés par la directive contraignante MFO-3 du 14 juin 2002 relative à la gestion de l'information de police judiciaire et de police administrative, soient strictement appliqués.

Les vecteurs qui doivent contribuer à une diminution de l'engagement de l'HyCap sont :

L'engagement concentrique des moyens avec le recours à l'HyCap en dernière instance;

L'engagement raisonné concerté des moyens;

La mise en place progressive du Corps d'intervention;

C'est la raison pour laquelle la ligne de prestation ci-jointe est inférieure à celle qui prévalait jusqu'à présent. Elle devrait encore être revue à la baisse, à terme, lorsque les mesures précitées produiront pleinement leurs effets.

2. Principes

La présente directive veut s'intégrer harmonieusement dans les principes d'engagement des réserves fédérales (DAR ou Corps d'intervention). La capacité de celles-ci doit être utilisée de façon optimale afin de réduire autant que faire se peut le recours à la capacité hypothéquée, surtout pour les renforts peu ou non planifiés. Les polices locales seront quant à elles de préférence engagées pour les événements récurrents et planifiables. Un principe général de

l'engagement de la réserve générale est que, pour un jour donné, la capacité disponible des réserves fédérales soit engagée complètement (notamment le Corps d'intervention non spécialisé, provenant en principe de la province concernée, qui sera mis progressivement en place et de façon déconcentrée auprès de certains DirCo et mis à la disposition des zones; il remplacera l'appui non spécialisé actuellement fourni par la DAR centralisée). L'épuisement de cette capacité disponible des réserves fédérales est donc une condition préalable à un engagement justifié de la capacité hypothéquée.

Ce principe n'exclut pas qu'une capacité opérationnelle soit réservée à DAR pour répondre à des demandes tardives d'appui spécialisé (cavalerie, arroseuses,...) ou non spécialisé (voir point 2° ci-dessous) mais impose que cette capacité réservée soit finalement engagée le cas échéant pour remplacer de la capacité hypothéquée préalablement « mobilisée ». Si cette capacité résiduelle n'est pas engagée, DAO proposera via les DirCo's au plus tard la veille aux zones désignées pour fournir de l'HyCap ou l'ArroSol un remplacement éventuel par la DAR. Ce changement pourrait être refusé par le bénéficiaire ou le fournisseur du renfort initialement prévu en fonction du degré de préparation.

En ce qui concerne le Corps d'intervention, le DirCo épuise dans les jours qui précèdent un événement, en concertation avec la (les) zone(s) de police concerné(es), la capacité éventuellement restante du Corps d'intervention au niveau du DirCo destinée à l'HyCap en remplacement de la solidarité d'arrondissement qui devait être fournie par des zones de police qui ne sont pas zones hôtes du Corps d'intervention. L'engagement du Corps d'intervention est alors à considérer comme engagement pour des missions d'HyCap.

Le système de solidarité interzonale repose sur un engagement concentrique des moyens disponibles, selon le schéma suivant :

1° La zone de police sur le territoire de laquelle se déroule un événement qui nécessite le déploiement de moyens policiers importants se doit de réaliser elle-même un effort suffisant d'engagement de son propre personnel avant de recourir à des renforts (c'est le principe du seuil de recevabilité des demandes).

2°-3° Si l'ampleur des dispositifs nécessaires fait que l'effort propre de la zone de police n'est pas suffisant, la zone concernée fera appel, soit à la solidarité d'arrondissement, soit à la police fédérale selon les deux cas de figure ci-après :

Pour les événements récurrents et/ou planifiables (à l'exception des manifestations à caractère revendicatif) :

En premier lieu, la zone concernée fera appel, sans préjudice des accords de coopération (appui latéral), à la solidarité des autres zones du même arrondissement, et ce pour un pourcentage déterminé des effectifs de ces mêmes zones (c'est le principe de la solidarité d'arrondissement);

ensuite, des renforts en moyens non spécialisés seront fournis par la Police fédérale (DAR centralisée, Corps d'intervention ou éventuellement aspirants), tenant compte des principes d'engagement définis ci-dessus (c'est le principe de l'appui fédéral).

Pour les événements non planifiables :

Dans ces cas, l'ordre d'engagement est inversé : en premier lieu, la zone concernée fera appel à l'appui fédéral, ensuite à la solidarité d'arrondissement.

Cette disposition s'applique également aux manifestations à caractère revendicatif.

4° Si ces effectifs s'avèrent encore insuffisants, des renforts pourront être demandés aux zones de police (c'est le principe de la solidarité nationale ou de l'HyCap).

Tant les effectifs mobilisables que le nombre d'heures à prester éventuellement par solidarité sont fixés dans la présente directive (ce sont les notions de « niveau de disponibilité » et de « ligne de prestation »).

Enfin, certaines formes d'appui font l'objet d'une approche particulière en raison de leur nature (rencontres de championnat de football) ou des délais d'intervention nécessaires (appui endéans les 24 heures).

Remarques :

Les procédures d'octroi de moyens spécialisés (cavalerie, arroseuses,...), sont indépendantes de la procédure décrite ci-dessus.

Sont considérées comme manifestations à caractère revendicatif celles qui ne présentent pas essentiellement un aspect folklorique, culturel, sportif ou festif, et qui constituent un danger pour l'ordre public.

Un événement est planifiable lorsqu'il est connu au moins 48 heures à l'avance.

3. Niveau de disponibilité et ligne de prestation

Le niveau de disponibilité correspond à la mobilisation maximale du personnel d'une zone de police pouvant être fourni en renfort au profit d'une autre zone. Il se monte à 7 % maximum des effectifs réels de chaque zone. L'effectif disponible pour l'HyCap comprend les effectifs opérationnels réels de la zone de police en question, limité à l'effectif minimal tel que déterminé dans l'arrêté royal du 5 septembre 2001, *Moniteur belge* 12 octobre 2001, y compris les auxiliaires de police ainsi que le personnel y détaché (voir méthode de calcul en annexe A).

Ce niveau de disponibilité sera augmenté, pour la zone hôte, du nombre de membres du personnel mis à sa disposition par le Corps d'intervention.

Par contre, le personnel en excédant par rapport à la norme minimale n'est pas pris en compte dans les calculs. Le niveau de disponibilité est révisé après chaque cycle de mobilité.

Ces effectifs sont mobilisables moyennant un préavis de 24 heures.

La ligne de prestation correspond à un nombre d'unités de prestations constituant une capacité « comptable » fictive de prestations annuelles pouvant être sollicitées sur base de la solidarité (1,2 % de la capacité annuelle de chaque zone de police). La ligne de prestation est calculée annuellement (voir annexe A) et n'est pas révisable en cours d'année. Cette ligne représente un des éléments d'appréciation pour pouvoir désigner les zones appelées en renfort.

Pour ne pas pénaliser une zone déficitaire ayant des difficultés à remplir son cadre selon la norme minimale de l'arrêté royal du 5 septembre 2001, sa ligne de prestation « HyCap » sera recalculée annuellement par rapport à son effectif réel. Cependant, lorsqu'une zone s'abstient volontairement de remplir son cadre organique, le Ministre de l'Intérieur pourra décider de calculer la ligne de prestation par rapport à l'effectif minimal prévu dans l'arrêté royal cité ci-dessus.

4. Engagement concentrique des moyens

4.1. Champ d'application

L'engagement concentrique des moyens des polices locales porte sur le renfort à la gestion de tout événement ou opération de police administrative, de quelque nature que ce soit (par ex. : FIPA), y compris d'une opération menée sur décision du Ministre de l'Intérieur. Cet engagement de moyens peut impliquer toute forme d'appui opérationnel direct, et notamment la mise à disposition :

- de personnel pour le maintien de l'ordre;
- de personnel en appui de dispositifs de circulation;
- d'équipes canines;
- d'équipes d'information tactique.

Un officier de la zone de police venue en appui peut être intégré dans la cellule de commandement du service d'ordre, à titre d'officier de liaison, certainement lorsque deux régions linguistiques sont concernées.

4.2. Seuil de recevabilité des demandes

Le seuil de recevabilité des demandes correspond à l'engagement total par la zone concernée, parmi le personnel repris dans l'ordre d'opération et amené à gérer directement le ou les événements concernés, de minimum 12 % de son effectif disponible (augmenté, pour la zone hôte, du nombre de membres du personnel mis à sa disposition par le Corps d'intervention).

Lors d'événements paisibles à caractère folklorique, historique ou sportif, on peut s'attendre à ce que la zone mette un maximum de ses moyens propres en oeuvre (et donc dépasse, même largement, le minimum de 12 %).

Ce seuil de recevabilité doit être respecté indépendamment de la direction opérationnelle, qu'elle soit confiée au chef de Corps ou au DirCo.

Le seuil de recevabilité est repris par zone de police dans le tableau en annexe B.

4.3. Solidarité d'arrondissement

Sans préjudice de protocoles d'appui latéral spécifiques entre certaines zones de police (voir à ce sujet la circulaire PLP 27 du 4 novembre 2002), la solidarité d'arrondissement ici visée est fixée à 2 % de l'effectif disponible de chaque autre zone du même arrondissement (ce y compris les membres du personnel mis à sa disposition par le Corps d'intervention).

Cette solidarité d'arrondissement correspond donc à une forme imposée d'appui latéral, pour laquelle aucune comptabilisation ne sera imputée sur la ligne de prestation des zones concernées. Par contre, si les nécessités opérationnelles imposent d'engager non pas 2 %, mais plus ou même la totalité du niveau de disponibilité (7 %), ces capacités supplémentaires seront elles comptabilisées.

Le principe de la solidarité d'arrondissement étant posé, il est clair toutefois qu'il devra être tenu compte de la situation réelle de chaque zone de police voisine au jour donné, en fonction de la somme des activités et événements du jour. Ainsi, si deux zones de police du même arrondissement sont confrontées simultanément à des événements, la solidarité d'arrondissement ne sera exigée qu'une seule fois des autres zones.

La solidarité d'arrondissement peut aussi être remplacée en dernière instance par un renfort fédéral si une capacité reste disponible et s'il n'y pas eu de demande de remplacement de l'HyCap.

Ce seuil est également révisable après chaque cycle de mobilité et est repris dans le tableau en annexe B.

Par analogie avec les principes de la PLP 27, le système de solidarité d'arrondissement ici décrit donne lieu à compensation par les zones bénéficiaires des renforts fournis par les autres zones. Le type de compensation est laissé à la libre appréciation des zones.

4.4. Missions de longue durée non planifiées

Lorsqu'une même mission se prolonge au-delà de 72 heures (principalement lors d'une grève des établissements pénitentiaires ou des menaces sur des personnes et/ou des institutions (ambassades)), les seuils de recevabilité (12 %) et de solidarité d'arrondissement (2 %), pris dans leur ensemble, ne doivent plus être strictement respectés. Les renforts seront déterminés ponctuellement en fonction des disponibilités opérationnelles et des charges de travail respectives. Passé ce même délai de 72 heures, la totalité des renforts fournis par les autres zones de l'arrondissement concerné pourra être comptabilisée sur la ligne de prestation HyCap.

La zone directement concernée par l'événement devra cependant toujours garantir l'encadrement.

Il est par ailleurs souhaitable que des accords locaux soient pris dans le cadre de plans d'urgence et d'intervention préalablement établis.

4.5. Solidarité nationale (HyCap)

La solidarité nationale a pour limite celle du niveau de disponibilité (7 %) des zones concernées.

Pour la désignation de l'arrondissement amené à fournir le renfort, différents paramètres seront pris en considération, notamment le régime linguistique, la proximité géographique, la durée prévisible de la mission, la plus-value opérationnelle, l'état de « consommation » de la ligne de prestation ou la charge de travail de chaque arrondissement au moment donné. Une application de bon sens s'appuiera sur ces différents critères, et la motivation de la décision de DAO en la matière sera communiquée aux zones concernées via le DirCo. Les renforts seront désignés de préférence au sein des arrondissements contigus.

5. Procédure

5.1. Description

Conformément aux prescriptions énoncées ci-dessus d'une part et à celles notamment de la MFO-03 d'autre part, la procédure de demande et d'octroi de renforts suit le schéma suivant :

La demande de renfort est initiée par le service de police chargé de la direction opérationnelle du service d'ordre concerné, le plus tôt possible, auprès du DirCo.

Sans s'immiscer dans la gestion et dans la responsabilité du Chef de Corps, le DirCo émet un avis quant aux dispositifs envisagés. Il peut, pour ce faire, demander un avis technique à la direction des opérations et de l'information en matière de police administrative de la police fédérale (DAO).

Le DirCo contrôle le respect du seuil de recevabilité (min 12 %) de la zone demanderesse et porte à la connaissance des autres zones de l'arrondissement les besoins en solidarité d'arrondissement à concurrence de 2 % de leur effectif disponible, tenant compte le cas échéant de la charge de travail de ces zones de police.

Il transmet à DAO la demande complémentaire éventuelle d'appui non spécialisé ainsi que la demande d'appui spécialisé.

DAO désigne d'abord la DAR centralisée puis le corps d'intervention, et, ensuite, s'il y a lieu des zones d'autres arrondissements comme fournisseurs des renforts. Tenant compte des principes de désignation repris au point 4.3 ci-dessus, les zones de police de l'arrondissement concerné par l'événement peuvent être désignées pour fournir plus de 2 %.

Dans les jours précédant l'événement, le DirCo épuise, en concertation avec les zones de police concernées, la capacité réservée aux missions HyCap restant éventuellement au Corps d'intervention.

Dans les jours précédant l'événement, DAO épuise la capacité restant éventuellement à DAR en relevant certaines zones de police de la mission qui leur a été attribuée précédemment (tant l'HyCap que la solidarité d'arrondissement).

5.2. Rôle particulier du DirCo

5.2.1. Evaluation du dispositif nécessaire

Afin de garantir un engagement rationnel et uniforme des moyens disponibles, un rôle particulier est confié au DirCo dans l'évaluation des dispositifs de sécurité envisagés lors d'un événement, lorsque des renforts sont sollicités.

Pour réaliser cette évaluation :

le DirCo peut se faire communiquer la documentation nécessaire par le gestionnaire de l'événement;

il peut solliciter un avis technique à DAO;

il réalise une comparaison avec des événements antérieurs similaires.

En cas de divergence de vue entre le DirCo et le gestionnaire de l'événement, une concertation est initiée par le DirCo afin d'obtenir un consensus sur les moyens nécessaires.

Si aucun accord n'est atteint entre le DirCo et le gestionnaire de l'événement quant aux moyens à mettre en œuvre, il existe trois possibilités :

a) le Bourgmestre demande au DirCo d'assurer la direction opérationnelle du service d'ordre avec les moyens que ce dernier a fixés. La zone demanderesse reste bien sûr tenue d'engager ses propres effectifs dans la mesure qu'elle avait initialement fixée;

b) le Bourgmestre charge le Chef de Corps de diriger l'opération avec les moyens fixés par le DirCo;

c) le Bourgmestre n'est pas d'accord avec les moyens envisagés par le DirCo. Dans ce cas la question est soumise au Ministre de l'Intérieur qui décide.

Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de réquisition des diverses autorités.

5.2.2. Suivi des accords d'appui latéraux

Pour pouvoir tenir compte de la situation opérationnelle réelle des zones de police dans l'engagement de la capacité hypothéquée, il faut que le DirCo dispose de l'information nécessaire.

A cet égard, les zones de police porteront à la connaissance du DirCo l'existence des protocoles d'accord qui peuvent influencer la capacité opérationnelle disponible et les événements pour lesquels ces protocoles sont d'application.

D'autre part, sans s'immiscer dans le mode de compensation décidé par les zones de police, le DirCo assure un suivi de l'engagement sous forme de solidarité d'arrondissement et le met à disposition des zones.

5.3. Rôle de l'Inspection Générale

L'Inspection générale de la police locale et de la police fédérale (AIG) est chargée jusqu'à nouvel ordre de faire régulièrement rapport sur la mise en œuvre de la capacité hypothéquée et sur la manière dont la présente directive est appliquée, tant dans l'esprit que dans la lettre que dans l'analyse de l'AIG portera en particulier sur :

l'adéquation entre la capacité engagée et l'appréciation de la menace.

Les motifs avancés par les zones qui mettent en avant une impossibilité de livrer un renfort.

L'engagement pour un jour donné, de toute la capacité des réserves fédérales, y compris celles du Corps d'intervention, tenant compte de ses principes d'engagement.

6. Cas particuliers

6.1. Football

Partant d'une solidarité « naturelle » entre les zones de police confrontées au phénomène de l'« hooliganisme », il est décidé, pour les rencontres de football, à l'exception des rencontres internationales et amicales, qu'une norme de solidarité obligatoire est également appliquée à la zone de police du club en déplacement. Cette norme varie en fonction du risque engendré par les déplacements des supporters concernés. Pour ce faire, après une évaluation de la saison écoulée avec les zones concernées, une analyse du risque en déplacement est réalisée par la Cellule Football du SPF Intérieur avant chaque saison. Cette analyse de risque peut être adaptée après la première moitié de la saison en cours et tient au moins compte des éléments suivants :

- le nombre de supporters qui en moyenne accompagnent l'équipe en déplacement;
- le nombre de supporters à risque qui en moyenne accompagnent l'équipe en déplacement;
- le nombre d'incidents qui se sont produits lors des deux dernières saisons, limités aux coups et blessures, vandalisme ainsi qu'aux délits ou tentative de confrontation en groupe;
- la politique de verbalisation (qui ne correspond pas au nombre de PV), c'est à dire les efforts fournis en matière de récolte de preuves et de maîtrise des supporters à risque.

Cette analyse ne dispense pas de la nécessité d'une appréciation ponctuelle qui doit précéder chaque rencontre séparément.

Les équipes de football sont réparties en TROIS catégories de risque, correspondant à trois niveaux d'engagement obligatoires différents des zones de police concernées, à savoir :

Pour la catégorie C : fourniture obligatoire, sous forme d'appui qualitatif, spotters et 3 % de l'effectif disponible de la zone; fourniture éventuelle sous forme de capacité hypothéquée supplémentaire de maximum 4 % de l'effectif disponible de la zone;

Pour la catégorie B : fourniture obligatoire, sous forme d'appui qualitatif, spotters et 2 % de l'effectif disponible de la zone; fourniture éventuelle sous forme de capacité hypothéquée supplémentaire de maximum 5 % de l'effectif disponible de la zone;

Pour la catégorie A : fourniture obligatoire, sous forme de spotters; fourniture minimale, sous forme de capacité hypothéquée, de 2 % de l'effectif disponible de la zone, et fourniture éventuelle, toujours sous forme de capacité hypothéquée supplémentaire de maximum 5 % de l'effectif disponible de la zone;

Les zones de police ayant un club de première division sur leur territoire qui ne se retrouve pas dans une des catégories susmentionnées, sont quand même tenues à fournir les spotters.

Toutes ces formes d'appui (spotters, appui qualitatif, HyCap complémentaire) sont comptabilisées sur la ligne de prestation des fournisseurs.

L'appui qualitatif consiste en l'accompagnement et l'encadrement de ses propres supporters, et ce tant lors du déplacement vers la ville où se déroule la rencontre que pendant le match et lors du retour. Ces accompagnement et encadrement impliquent une approche pro-active, préventive, où la communication et l'interaction avec les supporters sont mis en exergue. Ces dispositions doivent clairement ressortir dans l'ordre d'opération. Pouvoir aborder les supporters dans leur propre langue et briser l'anonymat sont deux atouts supplémentaires. Le rétablissement de l'ordre public n'est pas une tâche primaire dévolue à cet appui qualitatif qui est conçu comme aide aux spotters et qui doit être orienté vers le même groupe-cible (c'est à dire les supporters visiteurs, dont bien sûr principalement les supporters à risque). L'appui qualitatif s'oriente vers un nombre plus large de supporters. Cela a pour conséquence que ceux qui fournissent l'appui qualitatif ne sont en principe pas en tenue de maintien de l'ordre.

L'appui qualitatif ne doit être fourni par la zone de police de l'équipe visiteuse que si la zone de police où se déroule la rencontre le sollicite. La décision finale de demander ou non un tel appui qualitatif reviendra au responsable qui a la direction opérationnelle en fonction de son appréciation tactique. L'appui qualitatif est négocié dans le cadre de la préparation de l'événement entre le bénéficiaire et le fournisseur, celui connaissant mieux les supporters qu'il sera amené à encadrer, sur base notamment des debriefings des rencontres précédentes ainsi que de l'analyse commune des risques.

L'appui qualitatif obligatoire doit être intégré dans les accords annuels prévus par la circulaire ministérielle OOP38.

L'appui qualitatif d'application pour les services d'ordre à l'occasion des rencontres de football doit être engagé avant la solidarité d'arrondissement.

L'appui obligatoire est fourni quelle que soit la distance de déplacement à parcourir.

Le classement des clubs par catégorie est repris en annexe C

6.2. Engagement endéans les 24 heures

Moyennant autorisation expresse du Ministre ou de son délégué et lorsque le Corps d'intervention est déjà complètement engagé, la capacité disponible, formée et équipée, de certains corps de police pourra, par dérogation au principe général d'un préavis de 24 heures, être mobilisée immédiatement, dans les cas où cet engagement non planifié s'avère indispensable pour préserver l'intégrité physique de personnes ou pour éviter des dégâts matériels considérables. L'on pense ici à toute mission de police correspondant à une situation d'exception, assimilable à une gestion de crise. Les corps de police concernés par cette mesure sont en premier lieu les corps de police travaillant pour leurs besoins propres avec des unités d'intervention constituées permanentes. L'appui fourni à une autre zone de police par cette voie est intégralement comptabilisé comme capacité hypothéquée. Ces dispositions tiendront compte des événements et des missions propres à la zone.

Cette comptabilisation est accordée d'office lorsque des protocoles d'accord règlent cet appui latéral.

7. Aspects divers

7.1. Formation

Pour faire face à ses obligations de solidarité, chaque zone de police doit, dans la continuité de la formation de base, faire suivre annuellement au personnel auquel elle veut pouvoir faire appel pour les missions de police administrative, un programme d'entraînement de deux jours tel que décrit en annexe D.

Les procédures et tactiques qui font l'objet de ces entraînements doivent permettre l'intégration harmonieuse de différents services de police lorsqu'ils sont engagés dans la même opération sous la même direction.

L'organisation de ces entraînements est confiée au Dirco, en concertation avec les chefs de corps, les écoles de police et les centres de formation.

Pour permettre le respect du niveau de disponibilité, il est conseillé de former au moins 2,8 fois le nombre de membres du personnel à fournir (niveau de disponibilité).

Les recyclages sont comptabilisés en débit de la ligne de prestation au pro rata des normes approuvées et au maximum pour 2,8 fois le niveau de disponibilité. Elles sont organisées, de préférence au niveau provincial pour pouvoir disposer d'une capacité suffisante pour permettre la simulation du plus grand nombre d'évolutions tactiques, en collaboration entre les DirCos, les zones de police, les centres de formation et les écoles de police en fonction du programme approuvé par le SPF Intérieur.

7.2. Matériel et équipement

Le personnel fourni en renfort d'une zone de police doit disposer de l'équipement individuel requis par la mission. Celui-ci lui est fourni par sa zone de police. Une attention particulière doit être portée par les chefs à la protection de l'intégrité physique du personnel, en corrélation avec le degré de menace de chaque événement, degré, qui sera estimé dès la demande.

Le transport du personnel envoyé en renfort est à charge de la zone de police fournissant le renfort, sans préjudice d'un accord spécifique avec la zone de police renforcée.

La police fédérale fournit, afin d'en assurer la compatibilité des moyens radio, le véhicule des commandements de peloton.

7.3. Régime de responsabilité en cas de dommages

Au cas où des membres du personnel ou des biens appartenant à la police locale qui assume une mission d'appui dans le cadre de cette directive, subissent un préjudice (ex. dégâts à un véhicule de police), les dommages seront indemnisés par la zone de police qui reçoit l'assistance.

Cette dernière ne dispose pas de recours contre l'Etat, à moins que la mission pour laquelle l'appui a été fourni soit prévue dans une directive contraignante du Ministre de l'Intérieur fixant une mission de police administrative à caractère fédéral (par exemple la protection des ambassades ou d'autres institutions en application de l'article 62, 5° LPI).

Lorsque l'intervention supra locale de police cause des dommages à des tiers, l'article 47 de la LFP est d'application.

7.4. Implications budgétaires

Conformément aux principes de l'article 41 de la LPI, le projet de loi de financement des zones de police disposera que la part de la dotation fédérale relative à l'accomplissement de missions à caractère fédéral sera diminuée lorsqu'il apparaît que la zone n'a pas rempli ses obligations en matière de livraison de capacité hypothéquée. Les montants retenus seront versés au fonds de solidarité fédérale ou aux zones qui ont livré une plus grande capacité qu'initialement prévu.

8. Dispositions abrogatoires

La directive ministérielle du 30 juillet 2004 (*Moniteur belge* 17 août 2004) est abrogée.

P. DEWAEL,

Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur

Annexe A à la MFO 2

1. Calcul du niveau de disponibilité

Le niveau de disponibilité est calculé à partir des effectifs réellement présents dans les zones de police, tous grades confondus, y compris les auxiliaires de police ainsi que le personnel opérationnel fédéral éventuellement mis à disposition par détachement (effectif disponible).

Ensuite, les membres du personnel mis à la disposition de la zone par le Corps d'intervention y sont ajoutés.

Le personnel en excédant par rapport à la norme minimale n'est pas pris en compte dans les calculs.

Ces effectifs sont déterminés par la direction des opérations de la police administrative (DGA/DAO) sur base des données fournies :

— Pour le personnel propre des zones de police, par la direction générale du personnel de la police fédérale sur base des données utilisées pour le paiement des traitements

— Pour le personnel détaché dans les zones de police, par la direction générale de la police administrative

Le niveau de disponibilité correspond à 7 % de ces effectifs des zones de police, répartis selon le tableau en annexe B.

Ce niveau de disponibilité minimum est calculé individuellement pour chaque zone engagée par jour-calendrier (et non par pause).

Les exigences respectives sont revues à l'issue de chaque cycle de mobilité. DGA/DAO fera parvenir d'initiative les mises à jour de l'annexe B au Ministre de l'Intérieur.

2. Calcul de la ligne de prestation

La ligne de prestation est calculée sur base des mêmes effectifs que ceux pris en compte pour les calculs du niveau de disponibilité, y compris les membres du personnel mis à la disposition de la zone par le Corps d'intervention.

Elle correspond à 1,2 % de la prestation annuelle théorique des de l'effectif disponible des zones de police (1.520 heures de prestation par personne), le montant ainsi obtenu (effectif réel X 1.520 X 0,012) étant corrigé (en fonction de la double comptabilisation des heures prestées le week-end) par une multiplication par 1,5 (étant donné que 50 % des heures prestées le sont le week-end).

Une équipe canine compte pour deux unités de prestation.

Le temps consacré aux reconnaissances et briefings peut être comptabilisé sur la ligne de prestation même s'ils n'ont pas eu lieu le jour de l'événement.

Les déplacements font partie de la mission.

Ainsi, pour une zone de police dont l'effectif réel est de 124 policiers, on obtient la ligne de prestation par le calcul suivant : $(124 \times 1.520 \times 0,012) \times 1,5$, soit 3393 unités de prestation.

Annexe B à la MFO 2

Tableau reprenant par zone de police :

- L'effectif réel pris en considération
- Le seuil de recevabilité des demandes de renforts
- La norme de solidarité d'arrondissement (tous grades confondus)
- Le niveau de disponibilité (répartie en cellule de commandement, chef et membre de section)
- La ligne de prestation

Ann/Biji B MFO-2 02/08/05

| | | Min, norm KB 05-09-2001 | Gedet. fed.ops personeel | Totaal | HyCap 2005 | 12% ontvank- drempel | 2% Arro- Sol | 7% HyCap | OK/CO | MK/CM | BK/CB |
|------|--|----------------------------|--------------------------------|-------------|---------------|----------------------------|-----------------|-------------|----------|---------------|------------|
| | PROVINCE DU BRABANT WALLON | 671 | 11 | 682 | 18659 | 82 | 13 | 47 | | | |
| 5267 | NIV Nivelles/Genappe | 95 | 0 | 95 | 2599 | 11 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5268 | NIV Braine-le-Château/Rebecq/Tubize (OUEST BRABANT WALLON) | 75 | 0 | 75 | 2052 | 9 | 2 | 5 | 0 | 0 | 4 |
| 5269 | NIV La Hulpe/Lasne/Rixensart (LA MAZERINE) | 78 | 0 | 78 | 2134 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5270 | NIV Court-Saint-Étienne/Villers-la-Ville/Mont-Saint-Guibert/Chastre/Walhain (ORNE-THYLE) | 56 | 2 | 58 | 1587 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5271 | NIV Wavre | 72 | 1 | 73 | 1997 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5272 | NIV Grez-Doiceau/Beauvechain/Incourt/Chaumont-Gistoux (ARDENNES BRABANCONNES) | 48 | 7 | 55 | 1505 | 7 | 1 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| 5273 | NIV Braine-l'Alleud | 64 | 0 | 64 | 1751 | 8 | 1 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| 5274 | NIV Waterloo | 64 | 0 | 64 | 1751 | 8 | 1 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| 5275 | NIV Ottignies-Louvain-la-Neuve | 66 | 1 | 67 | 1833 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5276 | NIV Jodoigne/Hélicine/Orp-Jauche/Ramilles/Perwez (DE JODOIGNE) | 53 | 0 | 53 | 1450 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 671 | 11 | 682 | 18659 | 82 | 13 | 47 | 2 | 6 | 39 |
| | | | | | | | | | | 04 Sec | |
| | PROVINCE DE LIEGE | 2898 | 12 | 2910 | 79617 | 350 | 56 | 203 | | | |
| 5277 | LIE Liège | 1113 | 0 | 1113 | 30452 | 134 | 22 | 78 | 3 | 9 | 66 |
| 5278 | LIE Seraing/Neupré | 201 | 0 | 201 | 5499 | 24 | 4 | 14 | 1 | 2 | 11 |
| 5279 | LIE Herstal | 97 | 0 | 97 | 2654 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5280 | LIE Beyne-Heusay/Fleron/Soumagne | 75 | 1 | 76 | 2079 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5281 | LIE Visé/Biégnny/Danlem/Oubeve/Bassenge/Juprelle (BASSE-MEUSE) | 149 | 4 | 153 | 4186 | 18 | 3 | 11 | 1 | 1 | 9 |
| 5282 | LIE Fémalle | 73 | 0 | 73 | 1997 | 9 | 1 | 5 | 0 | 0 | 5 |
| 5283 | LIE Chaudfontaine/Esneux/Trooz/Aywaille/Sprimont | 116 | 1 | 117 | 3201 | 14 | 2 | 8 | 1 | 0 | 7 |
| 5284 | LIE Ans/Saint-Nicolas | 104 | 0 | 104 | 2845 | 12 | 2 | 7 | 0 | 1 | 6 |
| 5285 | LIE Awans/Grâce-Hollogne | 60 | 0 | 60 | 1642 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5286 | LIE Berloz/Crisnée/Donceel/Faimes/Fexhe-le-Haut-Clocher/Geer/Oreye/Remicourt/Waremme (HESBAYE) | 54 | 0 | 54 | 1477 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 2042 | 6 | 2048 | 56032 | 245 | 40 | 143 | 7 | 17 | 119 |
| | | | | | | | | | | 15 Sec | |
| 5287 | VER Jalhay/Spa/Theux (FAGNES) | 69 | 4 | 73 | 1997 | 9 | 1 | 5 | 1 | 1 | 3 |
| 5288 | VER Aubel/Herve/Onne/Thimister-Clermont/Baelen/Limbourg/Plombières/Welkenraedt (PAYS DE HERVE) | 87 | 1 | 88 | 2408 | 11 | 2 | 6 | 1 | 1 | 4 |
| 5289 | VER Dison/Pepinster/Verviers | 223 | 1 | 224 | 6129 | 27 | 4 | 16 | 1 | 1 | 14 |
| 5290 | VER Liernux/Malmédy/Stavelot/Siouxmont/Trois-Ponts/Waimes (STAVELOT-MALMEDY) | 61 | 0 | 61 | 1669 | 7 | 1 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 440 | 6 | 446 | 12203 | 54 | 8 | 31 | 3 | 3 | 25 |
| | | | | | | | | | | 03 Sec | |
| 5291 | EUP Amblevier/Bullange/Burg-Reuland/Butgenbach/Saint-Vith (EIFEL) | 51 | 0 | 51 | 1395 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5292 | EUP Eupen/La Calamine/Lontzen/Raeren (WESER-GOHL) | 88 | 0 | 88 | 2408 | 11 | 2 | 6 | 1 | 0 | 5 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 139 | 0 | 139 | 3803 | 17 | 3 | 10 | 1 | 1 | 8 |
| | | | | | | | | | | 01 Sec | |
| 5293 | HUY Braives/Burdinne/Hannut/Héron/Lincent/Masseiges (HESBAYE OUEST) | 49 | 0 | 49 | 1341 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5294 | HUY Amay/Engis/Saint-Georges/Vervaine/Villers-la-Bouille/Wanze | 83 | 0 | 83 | 2271 | 10 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| 5295 | HUY Huy | 72 | 0 | 72 | 1970 | 9 | 1 | 5 | 1 | 0 | 4 |
| 5296 | HUY Anthignes/Clavier/Comblain-au-Pont/Ferrières/Hamoir/Marchin/Modave/Nandrin/Ouffet/Tinlat (ZP DU CONDROZ) | 73 | 0 | 73 | 1997 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 277 | 0 | 277 | 7579 | 34 | 5 | 19 | 1 | 2 | 16 |
| | | | | | | | | | | 02 Sec | |
| | PROVINCE DE LUXEMBOURG | 561 | 11 | 572 | 15650 | 68 | 11 | 40 | | | |

Ann/Bijl B MFO-2 02/08/05

| | | | | | | | | | | | | |
|------|-----|--|-------------|-----------|-------------|--------------|------------|-----------|------------|----------|---------------|-----------|
| 5297 | ARL | Arion/Attert/Habay/Martelange | 95 | 7 | 102 | 2791 | 12 | 2 | 7 | 0 | 1 | 6 |
| 5298 | ARL | Aubange/Messancy/Musson/Saint-Leger (SUD LUXEMBOURG) | 53 | 2 | 55 | 1505 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5299 | ARL | Chiny/Florenville/Meix-devant-Virton/Rouvroy/Tintigny/Virton/Etalle (ZP DE GAUME) | 69 | 0 | 69 | 1888 | 8 | 1 | 5 | 1 | 0 | 4 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 217 | 9 | 226 | 6184 | 27 | 4 | 16 | 1 | 2 | 13 |
| | | | | | | | | | | | 01 Sec | |
| 5300 | MAR | Gouvy/Houffalize/Vielsalm/Manhay/La R-en-Ard/Durbuy/Erezée/Hotton/Rendeux/M-en-Fam/Nassogne/Tenneville (FAMENNE-ARDENNE) | 151 | 0 | 151 | 4131 | 18 | 3 | 11 | 1 | 1 | 9 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 151 | 0 | 151 | 4131 | 18 | 3 | 11 | 1 | 1 | 9 |
| | | | | | | | | | | | 01 Sec | |
| 5301 | NEU | Libramont/Chevigny/Bastogne/Bertogne/Fauvillers/Saint Ode/Vaux-sur-Sûre/Léglise/Neufchâteau (CENTRE ARDENNE) | 101 | 2 | 103 | 2818 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5302 | NEU | Wellin/Tellin/Libin/Daverdisse/Saint Hubert/Bouillon /Paliseur/Bertrix/Herbeumont (SEMOIS ET LESSE) | 92 | 0 | 92 | 2517 | 11 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 193 | 2 | 195 | 5335 | 23 | 4 | 13 | 1 | 2 | 10 |
| | | | | | | | | | | | 01 Sec | |
| | | PROVINCE DE NAMUR | 1092 | 18 | 1110 | 30369 | 132 | 22 | 78 | | | |
| 5303 | NAM | Namur | 354 | 1 | 355 | 9713 | 43 | 7 | 25 | 2 | 2 | 21 |
| 5304 | NAM | Eghezée/Gembloux/La Bruyère (ORNEAUX-MAHAIGNE) | 70 | 0 | 70 | 1915 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5305 | NAM | Andenne/Assesse/Fernelmont/Gesves/Ohay (ZP DES ARCHES) | 86 | 0 | 86 | 2353 | 10 | 2 | 6 | 1 | 1 | 4 |
| 5306 | NAM | Floreffe/Fosses-la-Ville/Mettin/Profondeville (ENTRE SAMBRE ET MEUSE) | 67 | 0 | 67 | 1833 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5307 | NAM | Samreuil/Sombreffe (SAMBOM) | 78 | 0 | 78 | 2134 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5308 | NAM | Jemeppe-sur-Sambre | 36 | 0 | 36 | 985 | 4 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 691 | | 691 | 18933 | 82 | 14 | 49 | 3 | 6 | 40 |
| | | | | | | | | | | | 05 Sec | |
| 5309 | DIN | Florennes/Walcourt (FLOWAL) | 56 | 3 | 59 | 1614 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5310 | DIN | Beauraing/Bièvre/Gedinne/Yvesse-sur-Semois (HOUILLE-SEMOIS) | 49 | 0 | 49 | 1341 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5311 | DIN | Couvin/Viroinval (3 VALLEES) | 52 | 0 | 52 | 1423 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5312 | DIN | Dinant/Anhee/Hastière/Omhayer/Yvoir (HAUTE MEUSE) | 95 | 3 | 98 | 2681 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5313 | DIN | Houyet/Rochefort (LESSE ET LHOMME) | 42 | 3 | 45 | 1231 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5314 | DIN | Cinny/Hamois/Havelange/Somme-Leuze (CONDROZ-FAMENNE) | 68 | 4 | 72 | 1970 | 9 | 1 | 5 | 1 | 0 | 4 |
| 5315 | DIN | Cerfontaine/Doische/Philippeville (HERMETON ET HEURE) | 39 | 4 | 43 | 1176 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 401 | 18 | 419 | 11436 | 50 | 8 | 29 | 2 | 3 | 24 |
| | | | | | | | | | | | 03 Sec | |
| | | PROVINCE DU HAINAUT | 3332 | 57 | 3389 | 92724 | 406 | 69 | 237 | | | |
| 5316 | TOU | Tournai/Antoing/Brunehaut/Rumes (ZP du TOURNAISIS) | 192 | 0 | 192 | 5253 | 23 | 4 | 13 | 1 | 2 | 10 |
| 5317 | TOU | Mouscron | 146 | 3 | 149 | 4077 | 18 | 3 | 10 | 1 | 1 | 8 |
| 5318 | TOU | Comines-Warneton | 37 | 4 | 41 | 1122 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5319 | TOU | Beloeil/Leuze-en-Hainaut | 56 | 1 | 57 | 1560 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5320 | TOU | Celles/Estaimpuis/Mont-de-Tenous/Peq (SCALDIS)(VAL DE L'ESCAUT) | 43 | 0 | 43 | 1176 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5321 | TOU | Bernissart/Peruwelz | 60 | 0 | 60 | 1642 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5322 | TOU | Ath | 57 | 2 | 59 | 1614 | 7 | 1 | 4 | 1 | 0 | 3 |
| 5323 | TOU | Eliezelles/Flobecq/Frasnes-lez-Arvaing/Lessines (ZP des COLLINES) | 72 | 5 | 77 | 2107 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 663 | 15 | 678 | 18551 | 81 | 14 | 46 | 3 | 6 | 37 |

Ann/Bijl B MFO-2 02/08/05

| | | | | | | | | | | | | 22 Sec | | | 04 Sec | | | |
|--------------------------------|-----|---|-----------|------------|--------------|-----------|-----------|-----------|----------|----------|-----------|--------|---|---|--------|---|---|---|
| | | 67 | 3 | 70 | 1915 | 8 | 1 | 5 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 5356 | MEC | Bornem/Puurs/Sint-Amands (KLEIN-BRABANT) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5357 | MEC | Willebroek | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5358 | MEC | Mechelen | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5359 | MEC | Bornheiden/Duffel/Putte/Sint-Katelijne-Waver (BODUKAP) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5360 | MEC | Lier | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5361 | MEC | Berlaar/Nijlen | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5362 | MEC | Heist-op-den-Berg (HEIST) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | 650 | 10 | 660 | 18057 | 79 | 13 | 46 | 3 | 6 | 37 | | | | | | | |
| TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5363 | TUR | Hoogstraten/Merksplas/Rijkvorsel (NOORDERKEMPEN) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5364 | TUR | Beerse/Lille/Vosseelaar/Baarle-Hertog/Kasterlee/Oud-Turnhout/ Turnhout (REGIO TURNHOUT) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5365 | TUR | Hersel/Hulshout/Westerlo (ZUIDERKEMPEN) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5366 | TUR | Geel/Laakdal/Meerhout | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5367 | TUR | Arendonk/Ravels/Reite (KEMPEN N-O) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5368 | TUR | Balen/Dessel/Mol | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5369 | TUR | Grobbendonk/Herentals/Herenthout/Olen/Vorseelaar (NETELAND) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | 689 | 13 | 702 | 19207 | 86 | 13 | 48 | 2 | 7 | 39 | | | | | | | |
| TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PROVINCIE LIMBURG | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5370 | HAS | Diepenbeek/Hasselt/Zonhoven (HAZODI) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5371 | HAS | Lommel | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5372 | HAS | Hamont-Achel/Neerpelt/Overpelt | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5373 | HAS | Beringen/Ham/Tessenderlo | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5374 | HAS | Halen/Herk-de-Stad/Lummen (WEST-LIMBURG) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5375 | HAS | Heusden-Zolder | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5376 | HAS | Gingelom/Neuwerkerken/Sint-Truiden | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5377 | HAS | Hechtel-Eksel/Leopoldsburg/Peer (KEMPENLAND) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5378 | HAS | Houthalen-Hechteren | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | 752 | 2 | 754 | 20632 | 93 | 15 | 53 | 3 | 7 | 43 | | | | | | | |
| TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 05 Sec | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5379 | TON | Alken/Borgloon/Heers/Kortesse/Wellen (KANTON BORGLOON) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5380 | TON | Tongeren/Herstappe | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5381 | TON | Blizen/Hoeselt/Rienst | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5382 | TON | Voeren | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5383 | TON | Dilsen-Stokkem/Maaseik (MAASLAND) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5384 | TON | As/Opglabbeek/Genk/Zutendaal (GAOZ) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5385 | TON | Bocholt/Bree/Kinrooi/Meeuwen-Gruitrode (NOORDOOST LIMBURG) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5386 | TON | Lanaken | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5387 | TON | Maasmechelen | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | 654 | 27 | 681 | 18632 | 82 | 12 | 48 | 4 | 8 | 36 | | | | | | | |
| TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Ann/Biji B MFO-2 02/08/05

| | | | | | | | | | | | | |
|------|-----|---|-------|-----|-------|--------|------|-----|------|--------|---|----|
| 5462 | IEP | Ieper/Wervik/Heuvelland/Mesen/Poperinge/Vleteren/Langemark/Poelkapelle/Moorstede/Staden/Zonnebeke | 221 | 0 | 221 | 6047 | 27 | 4 | 15 | 1 | 1 | 13 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 221 | 0 | 221 | 6047 | 27 | 4 | 15 | 1 | 1 | 13 |
| | | BELGIQUE - BELGIE | 26595 | 648 | 27244 | 745397 | 3273 | 539 | 1900 | 01 Sec | | |

Annexe C à la MFO 2

Règles d'engagement et de comptabilisation de l'appui en déplacement des zones de police concernées par les clubs de football à risque (1)

| Categorie | Club | Appui qualitatif obligatoire spotters (1) | Appui qualitatif obligatoire (2) | HyCap supplémentaire (3) |
|-----------|--|---|----------------------------------|--------------------------|
| C | ANTWERP STANDARD | OUI | 3 % | Max 4 % |
| B | ANDERLECHT CLUB BRUGGE | OUI | 2 % | Max 5 % |
| A | CHARLEROI GBA GENT GENK LIERSE LOKEREN MECHELEN KV | OUI | 0 % | Min 2 % - Max 7 % |

(1) Ces appuis sont comptabilisés sur la ligne de prestation.

(2) Avec un maximum d'UN A/PI, quelque soit la distance du déplacement et la catégorie.

(3) Selon le principe général de l'engagement concentrique.

Annexe D à la MFO 2

Concept intégré « Training HyCap »

1. CONTEXTE GENERAL

1.1. Vision globale

La formation doit rencontrer les besoins de la police intégrée, ce qui implique une vision globale et une approche harmonisée de la formation.

Dans sa concrétisation, il y a lieu de tenir compte des aspects suivants :

L'intégration structurelle : au sein et entre les polices fédérale et locale. C'est la raison pour laquelle un programme d'entraînement HyCap s'impose, comme c'est le cas pour le programme de formation de mise à niveau, géré de façon centrale sur base d'un même concept et d'un programme de formation concertés. Ceci n'empêche pas que les trainings déconcentrés organisés par les DirCos accordent de l'importance à des thèmes plus locaux.

L'intégration opérationnelle : entre les niveaux de direction et de coordination, et le niveau opérationnel. Ceci implique qu'outre les formations et entraînements HyCap, d'autres formations cohérentes doivent être prévues au niveau stratégique (direction et coordination : chefs de Corps, DirCos, directeurs des opérations.).

L'intégration pédagogique : les trainings HyCap doivent prolonger de manière cohérente les formations fonctionnelles HyCap qui sont prodiguées aux différents niveaux (membre de section, chef de section, commandant de peloton) et le cas échéant d'autres initiatives de formation.

Le présent document ne porte que sur les entraînements HyCap.

1.2. Le concept entraînement

L'ancienne version de la circulaire ministérielle MFO-2 du 3 avril 2002, relative au mécanisme de solidarité entre zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative, prévoyait des formations communes pour le personnel engagé en renfort supra-local.

A côté de cette formation HyCap, ce personnel formé devait également suivre un programme d'entraînement annuel approuvé par le Ministre de l'Intérieur.

Les formations HyCap sont considérées comme une formation fonctionnelle pour aptitudes particulières, sur base de l'Art I.I.1, 27° RPPol et du projet d'AR sur la détermination des formations fonctionnelles pour aptitudes particulières des membres du personnel des services de police.

Le programme annuel d'entraînement HyCap ne répond pas à la définition d'une formation fonctionnelle telle que décrite à l'Art I.I.1, 27° RPPol. Il ne s'agit donc pas d'une formation fonctionnelle mais d'un recyclage (training sans dossier d'agrégation) pour lequel un programme uniforme est prévu.

En ce qui concerne les formations fonctionnelles « commandant de peloton HyCap », « chef de section HyCap » et membre de section HyCap' ainsi que pour le cycle de formation « direction et coordination d'événements en maintien de l'ordre », nous référons aux dossiers d'agrégation respectifs.

2. CONCEPT D'ENTRAINEMENT UNIFORME

2.1. Effet global souhaité

Par un concept d'entraînement uniforme, on vise l'effet global suivant :

« garantir la continuité et la qualité tant opérationnelle que professionnelle des unités constituées HyCap en prévoyant, à côté des formations fonctionnelles HyCap, un système cohérent de trainings annuels de recyclage avec pour objectif de maintenir et d'améliorer les compétences professionnelles du personnel HyCap ».

Les entraînements contribuent en grande partie à la réalisation d'autres objectifs qui permeuvent le fonctionnement intégré, tels que l'harmonisation des définitions et de la terminologie, l'approche et les méthodes, l'utilisation d'un même canevas pour les ordres d'opération, l'intégration opérationnelle (collaboration entre les unités HyCap elles-mêmes, ou avec les moyens spécialisés de la DAR, ...).

2.2. Programme

2.2.1. Normes minimales de training

La norme minimale de training comprend deux jours par an.

Ces deux journées sont réparties de la façon suivante :

Jour 1 (AM) TTX : « Tabel Top eXercice »

- Entraînement pour la cellule de commandement en salle
- Participants : commandants de peloton, leurs adjoints et éventuellement les opérateurs radio

Jour (PM) CPX : « Commando Post eXercice »

- Entraînement pour la cellule de commandement sur le terrain (dans un environnement réel)
- Participants : commandants de peloton, leurs adjoints et les chauffeurs- opérateurs

- Jour 2 FTX : « Full Troop eXercice »

- Entraînement pour le peloton au complet sur un site de training approprié
- Participants : la cellule de commandement au complet, le peloton HyCap organique, éventuellement des moyens spécialisées de la DAR.

2.2.2. Contenu de formation et thème général

DPEO établit chaque année, en concertation avec DAO, un thème général (football, manifestation revendicative, ...) pour lequel les unités constituées (police d'un point de vue intervention) sont engagées dans des missions préventives ou réactives.

Le choix est notamment basé sur :

- les problèmes d'actualité qui se posent à ce moment (ex : nouvelle réglementation, catastrophes, séquestration par piquet de grève, ...)

- les leçons à tirer de événements de police administrative précédents;
- des suggestions éventuelles formulées par des chefs de Corps, des DirCos ou de DAO.

Après concertation avec la Commission permanente de la police locale, ce thème général (canevas contextuel sous forme par exemple d'un ordre d'opération global au niveau de la direction et de la coordination) sera envoyé aux DirCos. En accord avec les DirCos, les chefs de Corps et l'école provinciale de police, le thème peut alors être adapté à la situation géographique et au contexte spécifique local, d'arrondissement ou provincial.

Ce thème général est appliqué de manière intégrée aux exercices des cellules de commandement (TTX en CPX) et aux entraînements du peloton organique (FTX).

2.3. Objectifs de l'entraînement et méthodologie

Etant donné que l'entraînement HyCap vise entre autres la consolidation des aptitudes développées lors des « formations HyCap », il y a lieu de se référer aux différents dossiers d'agrégation propres à chaque niveau.

Les objectifs et la méthodologie de l'entraînement TTX, CPX en FTX sont rendus ci-après de façon générale.

A travers les entraînements HyCap, on recherche également l'harmonisation de l'approche et des méthodes, ainsi que l'utilisation, d'une même structure d'ordre d'opération.

Il est important de donner un debriefing approprié après les exercices. D'une part les participants peuvent ainsi recevoir un feed-back sur leur propre compétence, d'autre part c'est pour les chefs de Corps et DirCos concernés une source d'information sur le degré de training des unités HyCap.

2.3.1. TTX

Objectifs concrets

Consolider et continuer à développer les attitudes et aptitudes professionnelles des cellules de commandement HyCap en :

- examinant d'un certain nombre d'aspects théoriques significatifs;
- faisant analyser EN SALLE un certain nombre de problèmes de sécurité virtuels au niveau du peloton HyCap (voir thème général);
- faisant prendre des décisions urgentes et développer un concept opérationnel par les commandants de peloton.
- Communicant le concept retenu aux chefs d section et aux autres collaborateurs directs sur base d'ordres particuliers et/ou d'un plan de manoeuvre.
- Organisant un debriefing après chaque exercice (leçons à tirer, recommandations, best practices, ...).

Aspects théoriques pouvant être abordés :

Plusieurs de ces points peuvent être discutés avant l'exercice TTX proprement dit.

Points d'intérêt :

- Déroulement des TTX-CPX-FTX, fonctionnement des cellules de commandement.

Cadre de référence légal, éthique ou philosophique, usage de la contrainte, arrestations administratives, leçons à tirer, aspects méthodologiques (méthode d'analyse par mode d'action), aspects techniques (degrés de préparation, utilisation des moyens spéciaux, interaction surveillance - intervention, canevas de l'ordre d'opération et plan de manoeuvre, ...

- Aperçu de l'ordre d'opération global présentant le thème général

Exercices pratiques TTX :

Exercice de simulation en salle sur base de messages d'information et d'ordres particuliers, commenté après chaque incident.

Points d'intérêt :

Déroulement de la communication, rapidité du travail, degrés de préparation, formulation correcte de l'idée de manoeuvre et des missions, présentation correcte d'un mica, faisabilité de l'opération, structure et exhaustivité du briefing,...

2.3.2. CPX

Objectifs concrets

Consolider et continuer à développer les attitudes et aptitudes professionnelles des cellules de commandement HyCap en faisant :

- analyser un certain nombre de problèmes virtuels de sécurité du niveau peloton HyCap (voir thème général), SUR VEHICULE ET SUR LE TERRAIN;

- prendre des décisions urgentes et développer un concept opérationnel;

- communiquer pour exécution aux chefs de section ou autres collaborateurs directs de façon virtuelle le concept retenu, sur base d'ordres particuliers en/ou d'un plan de manoeuvre (peut être demandé lors du debriefing à moins qu'un observateur ne soit présent à bord du véhicule);

- exécuter virtuellement une opération en se déplaçant avec le véhicule de commandement vers la zone d'action et en diffusant les messages nécessaires.

- Une discussion en salle suivra les exercices (leçons à tirer, recommandations, best practices,...)

Points d'intérêt :

Déroulement des communications, validation de l'idée de manoeuvre, rapidité du travail, intégration avec d'autres unités ou moyens, degrés de préparation, formulation concrète de l'idée de manoeuvre et des missions.

Un debriefing en salle sur les opérations exécutées sera organisé après les exercices. In fine, les dernières mises au point seront données pour le FTX.

2.3.3. FTX

Objectifs concrets

Consolider et continuer à développer les attitudes et aptitudes professionnelles des unités constituées au niveau section et peloton en :

- Exécutant les modes d'action et les techniques (dont la maîtrise de la violence) en unité constituée et SUR UN SITE D'ENTRAINEMENT APPROPRIE;

- Faisant donner par les commandants de peloton des briefings aux chefs de section comprenant un certain nombre de d'hypothèses – scénarii préparés (voir thème des TTX-CPX). A leur tour, les chefs de sections brieferont leur section (d'un ordre de peloton vers un ordre de section, jusqu'à l'exécution).

- Faisant exécuter réellement les techniques et modes d'action;

- En organisant un debriefing collectif après chaque exercice (leçons à tirer, recommandations, best practices, ...).

Aspects théoriques envisageables :

Un certain nombre d'aspects théoriques significatifs peuvent être abordés avant l'exercice FTX proprement dit (courte présentation sur le site d'exercice et pas nécessairement en salle)

Points d'intérêt :

Conventions pour FTX. Souligner le cadre de référence légal, éthique ou philosophique (droits fondamentaux, LFP, community policing, gestion négociée, désescalade, ...), compétences OPA-APA, usage de la contrainte (strictement nécessaire), arrestations administratives et fouilles, usage des moyens (spéciaux), le fonctionnement professionnel et coordonné, la compétence discrétionnaire plus restreinte, inhérente au rôle d'intervention dans les unités constituées, le rôle et la responsabilité de chacun dans le peloton et la nécessité de rester sous les ordres'...

Exercices pratiques FTX :

Jeu de rôle sur le terrain pendant lequel les unités constituées effectuent réellement une mission.

Il serait indiqué de prévoir également quelques personnes (en tant que plastron) qui assument le rôle de participant (supporter de football, manifestant,...).

Un débriefing est organisé après l'exercice sur le site d'exercices avec le peloton entier et quelques recommandations et best practices sont mises en avant.

Points d'intérêt :

Déroulement de l'information opérationnelle et des ordres jusqu'au niveau du membre de section, degrés de disponibilité, interaction surveillance-intervention, structure graduelle, attitude de désescalade et fonctionnement axé sur la résolution de problèmes, communication verbale et non verbale avec les participants (plastrons), interaction entre la police et le participant, exécution correcte des modes d'action et techniques réactives et préventives, usage correct et justifié des compétences (arrestation, fouille,...) et des moyens (particuliers),...

2.4. Evaluation

2.4.1. Evaluation du produit

L'évaluation des cellules de commandement, des sections et du peloton se déroule sur base de débriefings bien structurés en formulant les leçons à en tirer, des recommandations et des best practices.

Le chef de Corps reste responsable pour le degré et le niveau d'entraînement de son personnel. A sa demande, le DirCo (en collaboration avec d'autres partenaires, écoles) peut éventuellement offrir un soutien.

Actuellement, seules les aptitudes de base générales sont reprises dans le programme de l'entraînement HyCap.

L'entraînement d'aptitudes plus particulières (molotov, gaz lacrymogène,...) peut éventuellement être organisé complémentirement en fonction des nécessités spécifiques et des possibilités budgétaires, matérielles et d'infrastructures et pour tout ou une partie du public cible.

2.4.2. Evaluation du processus

L'organisateur provincial ou arrondissemental supervise l'exécution correcte du programme.

Il veille à ce que tous les membres HyCap soient entraînés et il transmet la liste des personnes ayant suivi l'entraînement à la cellule DPEF HyCap et aux DirCos.

Le responsable de l'entraînement demande au commandant de peloton d'évaluer les aspects suivants de l'entraînement :

- Cohérence du programme
- Pertinence du contenu
- Effectivité des formes de travail didactiques
- Caractère adaptée de l'accommodation
- Propositions en vue de l'amélioration

2.4.3. Suivi

Si des problèmes fondamentaux devaient se produire, le responsable de l'entraînement doit le signaler à l'organisateur provincial ou arrondissemental qui, de concert avec DGA, la CPPL et le coordinateur fédéral HyCap prend ou propose les mesures adéquates.

3. ORGANISATION

3.1. Structure d'entraînement

Les entraînements HyCap peuvent être organisés au niveau arrondissemental (un ou plusieurs arrondissements) ou au niveau provincial.

Afin d'optimiser les entraînements HyCap, il est indiqué de les organiser au niveau provincial.

L'organisateur provincial ou arrondissemental (DirCo) fait appel à un certain nombre de modérateurs (personnes de référence HyCap, commandants de peloton expérimentés HyCap, des personnes ayant suivi le cycle de formation direction et coordination ... Il est indiqué que les modérateurs aient suivi un cours de perfectionnement TTX-CPX à DPEO).

Pour FTX, les commandants de peloton et les commandants de peloton adjoints jouent un rôle actif.

3.2. Groupe cible

Les membres du personnel qui entrent en considération pour les formations et les entraînements HyCap sont notamment ceux qui ont été repris dans l'ordre de bataille HyCap sur base de l'annexe B de la MFO-2 du 30 juillet 2004.

En principe, seuls les membres du personnel ayant suivi la formation fonctionnelle HyCap, peuvent participer aux entraînements (profil de départ).

Il est également indiqué que les autres membres du personnel ayant été mobilisés en unité constituée à l'occasion d'intervention en maintien de l'ordre, reçoivent une formation et un entraînement équivalents, à savoir : le personnel des unités d'intervention constituées propres à certaines zones de police, le personnel du corps d'intervention, le personnel de la DAR, le personnel impliqué dans les obligations de solidarité interzonale entre les zones de police (pour autant qu'on ne les puise pas dans le HyCap).

(Voir également la PLP 10 du 16-10-2001 et le service minimal équivalent à la population, en particulier : 6° la fonction maintien de l'ordre public)

3.3. Responsabilités

3.3.1. DIRCOS

L'organisation des entraînements est confiée au DirCo, en concertation avec les chefs de corps, les écoles de police et les centres de formation. Il est recommandé aux DirCos d'organiser les entraînements, dans la mesure du possible, au niveau provincial.

Les DirCos rédigent annuellement ou après chaque modification une fiche contenant les modalités d'entraînement (voir annexe) qu'ils transmettent à DGA-DAG, à la cellule HyCap (DPEF) et à DPEO.

3.3.2. DAO

Le planning des entraînements est tenu à jour par DAO (inscription par DirCos). DAO soutient également les formations, sur le plan du contenu, en mettant à disposition les expériences des services d'ordre précédents.

3.3.3. DPEO

DPEO soutient les entraînements HyCap au niveau pédagogique et didactique en organisant, tous les ans, un thème général, en mettant à disposition des exercices-types, en développant certains aspects théoriques, en fournissant des avis complémentaires.

DPEO organise également un cours de perfectionnement TTX-CPX (FTX) pour les modérateurs.

3.3.4. DAR

La DAR mettra à disposition, en fonction des besoins, des moyens spéciaux (ex. arroseuse) et offrira éventuellement un soutien sous forme de modérateurs. Les demandes en vue d'un soutien en moyens DAR doivent être introduites à l'aide d'un formulaire RAR et adressées via le DirCo à DAO.

3.3.5. DPEF

La cellule HyCap de DPEF développe le programme des entraînements pour le FTX. Elle veille également à l'exécution du programme d'entraînement global (TTX, CPX, FTX) et en fait ensuite rapport à DGA.

3.4. Planning global

Annuellement, deux journées d'entraînement sont organisées suivant la norme minimale d'entraînement, prévue au point 2.2.1. supra.

L'année 2005 est considérée comme une année de démarrage et de test pour les entraînements HyCap. Tout le personnel faisant partie de la capacité hypothéquée aura dû participer, avant la fin 2006, à un premier entraînement HyCap.

Les initiatives ayant déjà été mises en place et qui ont été approuvées par DGA, DPF et par le coordinateur fédéral HyCap (DPEF) peuvent être poursuivies. La fiche contenant les modalités d'entraînement par contre (voir annexe) doit être complétée.

Fin 2006, le système d'entraînement sera évalué et à partir de 2007, on passera à la phase de routine.

3.5. Aspect financier

L'entraînement est imputé à la ligne de prestation HyCap au prorata des normes approuvées.

Entraînement HyCap**Fiche contenant les modalités d'entraînement**

(à transmettre annuellement et après chaque modification à la cellule HyCap, DGA-DAG, DPEO-Best Pol)

Organisateur provincial ou arrondissemental (*)

Nom:..... Fonction:.....

Arrondissements-province concernés (et nombre de cellules de commandement et de personnel à entraîner) (*).....
.....
.....**Pool de modérateurs** (*) (indiquer qui a suivi le cours de perfectionnement « personne de référence HyCap »)Nom:..... Fonction:..... Nom:..... Fonction :.....
Nom:..... Fonction:..... Nom:..... Fonction :.....
Nom:..... Fonction :..... Nom:..... Fonction:.....**Pool de formateurs**Nom:..... Fonction:..... Nom:..... Fonction :.....
Nom:..... Fonction:..... Nom:..... Fonction :.....
Nom:..... Fonction :..... Nom:..... Fonction:.....**Dates des entraînements**TTX-CPX:.....
FTX:**Sites d'entraînement**TTX (en salle):.....
CPX (sur le terrain : stade de football, milieu, ...):

FTX (en site d'exercice):

Moyens-soutien demandés (nature, envergure, origine).....
.....
.....**Partenaires importants et tâches essentielles**.....
.....

(*) Ces données doivent être mentionnées à DPEO, à temps, avant le cours de perfectionnement « personnes de référence HyCap »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2005/00496]

2 AUGUSTUS 2005. — Ministeriële richtlijn MFO-2 betreffende het solidariteitsmechanisme tussen de politiezones inzake versterkingen voor opdrachten van bestuurlijke politie

Ter attentie van de Dames en Heren Burgemeesters

Ter informatie aan :

de Dames en Heren provinciegouverneurs en Arrondissementscommissarissen,

Mevr. de Gouverneur van het Arrondissement Brussel-Hoofdstad,

de Commissaris-generaal van de Federale Politie,

de Korpschefs van de Lokale Politie

1. Inleiding

Deze richtlijn wordt genomen in uitvoering van de artikelen 61 tot 64 van de wet van 7 december 1998 houdende organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP).

Ze beoogt de terbeschikkingstelling, door alle politiezones van het land, van een gedeelte van hun operationele capaciteit ten voordele van een andere zone, die een punctuele opdracht van bestuurlijke politie moet uitvoeren waarvoor ze niet alleen kan instaan. Het gaat hier om een nationaal solidariteitsmechanisme dat doorgaans « gehypothekeerde capaciteit » (HyCap) wordt genoemd en dat als bindende procedure wordt gehanteerd naast andere bestaande procedures inzake versterking zoals met name de laterale steun (bij wederzijds akkoord tussen de zones), zoals de verplichte solidariteit van de zones van het arrondissement, zoals de terbeschikkingstelling van - al dan niet - gespecialiseerde versterking, gecentraliseerde of gedeconcentreerde versterking afkomstig uit de algemene reserve of nog de opvorderingsprocedures.

Een politiezone die meer steun vraagt dan wat absoluut noodzakelijk is, belast hierdoor nodeloos de andere politiezones waardoor de uitoefening van de andere basisfunctionaliteiten kan verstoord worden. De lokale overheden hebben dus een belangrijke verantwoordelijkheid, met name enkel steun vragen wanneer de eigen middelen van de lokale politie echt onvoldoende zijn en rekening houdend met deze impact bij de voorwaarden die zij koppelen aan de voor de gebeurtenissen verleende toelatingen (keuze van de plaats, van het tijdstip, interne ordedienst,...).

De in deze richtlijn beschreven procedure mag evenmin afbreuk doen aan de wederzijdse bijstandsplicht tussen politiediensten zoals bepaald in artikel 43 van de wet op het Politieambt (WPA), inzonderheid in het kader van de rampen- en interventieplannen die een consequente inzet vergen van de onmiddellijk beschikbare middelen.

Deze tekst moet parallel gelezen worden met de overige dwingende richtlijnen die de uitoefening regelen van bepaalde opdrachten van federale aard, meer bepaald, de MFO-05 van 23 december 2002, die handelt over de bijzondere beschermingen van personen en gebouwen.

Een correcte en volledige informatie is trouwens noodzakelijk voor de evaluatie van de dreiging en beïnvloedt grotendeels de omvang van de noodzakelijke versterking. Het is dan ook van kapitaal belang dat de informatie-uitwisselingen, zoals geregeld door de dwingende richtlijn MFO-3 van 14 juni 2002 betreffende het informatiebeheer van de gerechtelijke en bestuurlijke politie, strikt wordt toegepast.

De concentrische inzet van middelen met, in laatste instantie, het inroepen van HyCap;

De beredeneerde inzet van middelen;

De progressieve invoering van het zonaal interventiekorps;

zijn evenveel vectoren die moeten bijdragen tot een verminderde inzet van HyCap. Dit is de reden waarom de hierbij gevoegde prestatieplan lager ligt dan wat tot op heden van toepassing was. Op termijn zal deze prestatieplan nog moeten bijgesteld worden naar beneden toe, dit wanneer voornoemde maatregelen volop hun uitwerking zullen hebben.

2. Principes

Het is de bedoeling dat onderhavige richtlijn evenwichtig geïntegreerd wordt binnen de principes van inzet van de reserves van de federale politie (DAR of Interventiekorps). De capaciteit hiervan moet optimaal worden aangewend teneinde zoveel mogelijk het gebruik van de gehypothekeerde capaciteit te beperken, vooral voor de niet-geplande versterking. De lokale politie zal bij voorkeur worden ingezet voor wekerende en te voorziene gebeurtenissen. Een algemeen principe voor het inzetten van de federale reserves is, dat voor een welbepaalde dag, de beschikbare capaciteit van deze volledig zou worden ingezet (meer bepaald het niet-gespecialiseerd interventiekorps, in principe afkomstig van de betrokken provincie, dat geleidelijk en gedeconcentreerd bij sommige Dirco's zal worden in plaats gesteld en ter beschikking gesteld van de zones; het zal de niet gespecialiseerde steun die momenteel geleverd wordt door de gecentraliseerde DAR aanvullen). Het uitputten van deze beschikbare capaciteit van de federale reserves is dus een voorafgaandelijke voorwaarde voor een verantwoorde inzet van de gehypothekeerde capaciteit. Dit principe sluit niet uit dat bij de DAR een operationele capaciteit voorbehouden blijft om het hoofd te bieden aan laattijdige aanvragen tot gespecialiseerde steun (ruiters, sproeiwagens,...) of niet gespecialiseerd (zie punt 2 hieronder), maar legt op dat deze voorbehouden capaciteit uiteindelijk zou worden ingezet om de vooraf « gemobiliseerde » gehypothekeerde capaciteit te vervangen. Indien deze residuele capaciteit niet ingezet is, zal DAO, via de Dirco's en ten laatste de dag voordien, aan de zones die aangeduid werden om HyCap of de Arrondissementssolidariteit te leveren, een eventuele vervanging door de nationale reserves voorstellen. Deze wijziging kan geweigerd worden hetzij door de begunstigde, hetzij door de leverancier, in functie van de stand van voorbereiding.

Tijdens de dagen die aan een gebeurtenis voorafgaan put de DirCo, in overleg met de betrokken politiezone(s), de eventueel resterende capaciteit voor HyCap van het interventiekorps op niveau DirCo uit ter vervanging van arrondissementele solidariteit uit politiezones die niet als gastzone voor het interventiekorps fungeren. De inzet van het interventiekorps is dan te beschouwen als inzet voor opdrachten van HyCap.

Het systeem van interzonale solidariteit steunt op een concentrische inzet van de beschikbare middelen, volgens het schema hieronder :

1° de politiezone op wiens grondgebied een gebeurtenis plaatsvindt die een aanzienlijke ontplooiing aan politiemiddelen vergt, moet zelf een eigen voldoende inspanning leveren inzake inzet van personeel voorzien vooraleer een beroep te doen op versterking (dit is het principe van de ontvankelijkheidsdrempel van de aanvragen)

2°-3° indien de omvang van het noodzakelijk dispositief van die aard is dat de eigen inspanning van de politiezone niet volstaat, zal de betrokken zone, hetzij een beroep doen op de solidariteit van het arrondissement, hetzij op de federale politie volgens de twee volgende denkbeeldige situaties :

Voor de weerkerende en/of voorzienbare gebeurtenissen :

(met uitzondering van de protestbetogingen)

In de eerste plaats zal de betrokken zone, ongeacht de samenwerkingsakkoorden (laterale steun), een beroep doen op de solidariteit van de andere zones van hetzelfde arrondissement en dit, voor een welbepaald percentage van de effectieven van diezelfde zones (dit is het principe van de arrondissementssolidariteit) :

Vervolgens zullen de versterkingen in niet gespecialiseerde middelen geleverd worden door de federale politie (gecentraliseerde DAR, Interventiekorps of eventueel aspiranten), met inachtneming van de hiervoor uiteengezette principes qua inzet (dit is het principe van de federale steun);

Voor de niet-voorzienbare gebeurtenissen :

In deze gevallen is de volgorde van inzet omgekeerd : de betrokken zone zal in de eerste plaats een beroep doen op de federale steun en vervolgens op de arrondissementssolidariteit.

Deze regeling geldt ook voor protestbetogingen.

4° Indien deze effectieven nog steeds onvoldoende blijken, zal versterking gevraagd kunnen worden aan de politiezones (dit is het principe van de nationale solidariteit of HyCap)

Zowel de te mobiliseren effectieven als het aantal eventueel via solidariteit te presteren uren, worden in deze richtlijn vastgesteld (het zijn de begrippen « beschikbaarheidsniveau » en « prestatielijn »).

Tenslotte zijn bepaalde vormen van steun het voorwerp van een bijzondere benadering omwille van hun aard (voetbalkampioenschappen) of van noodzakelijke interventietijden (steun binnen de 24 uur).

Opmerkingen :

De procedures voor toekenning van gespecialiseerde middelen (ruiters, sproeiwagens,...) staan los van de hiervoor beschreven procedure.

Worden als protestbetogingen beschouwd die welke hoofdzakelijk geen folkloristisch, cultureel, sportief of feestelijk aspect inhouden en die een gevaar vormen voor de openbare orde.

Een gebeurtenis is voorzienbaar als die minstens 48 uur op voorhand gekend is.

3. Beschikbaarheidsniveau en prestatielijn

Het beschikbaarheidsniveau stemt overeen met de maximale mobilisering van het personeel van een politiezone dat als versterking kan geleverd worden ten voordele van een andere zone. Dit bedraagt maximum 7 % van de reële effectieven van elke zone.

De reële effectieven geven maximaal het minimum effectief weer (zoals bepaald in het koninklijk besluit van 5 september 2001, *Belgisch Staatsblad* 12 oktober 2001) van de betrokken politiezone en nemen het eigen personeel van de politiezone in aanmerking (met inbegrip van hulpagenten van politie) evenals het gedetacheerde personeel (zie berekeningsmethode in bijlage A). Voor een beter begrip wordt dit effectief « beschikbaar effectief » genoemd.

Het « beschikbaar effectief » voor de HyCap is gelijk aan de reële operationele effectieven van de betrokken politiezone, beperkt tot het minimum effectief zoals bepaald in het koninklijk besluit van 5 september 2001, *Belgisch Staatsblad* 12 oktober 2001, met inbegrip van hulpagenten van politie evenals het gedetacheerde personeel (zie berekeningsmethode in bijlage A).

Dit beschikbaarheidsniveau wordt voor de gastzone verhoogd met het aantal eenheden dat zij vanuit het interventiekorps ter beschikking krijgt.

Het overige personeel ten aanzien van de minimale norm zal daarentegen in de berekeningen niet worden in aanmerking genomen. Het beschikbaarheidsniveau wordt na elke mobiliteitscyclus herzien.

Mits een waarschuwing van 24 uur kunnen deze effectieven gemobiliseerd worden.

De prestatielijn stemt overeen met een aantal prestatie-eenheden die een fictieve « boekhoudkundige » capaciteit vormen van jaarlijkse prestaties die op basis van de solidariteit kunnen gevraagd worden (1,2 % van de jaarlijkse capaciteit van elke politiezone). De prestatielijn wordt jaarlijks berekend (zie bijlage A) en kan in de loop van het jaar niet meer herzien worden. Deze lijn is één van de beoordelingselementen om de ter versterking geroepen zones aan te duiden.

Om een deficitaire zone die moeilijkheden ondervindt om haar kader op te vullen volgens de minimale norm van het koninklijk besluit van 5 september 2001 niet te beboeten, zal haar prestatielijn « HyCap » dus jaarlijks herberekend worden ten aanzien van haar reële effectief. Wanneer echter een zone vrijwillig nalaat haar organiek kader op te vullen, kan de Minister van Binnenlandse zaken beslissen om de prestatielijn te berekenen in verhouding tot het minimum effectief zoals bepaald in het hoger vermelde koninklijk besluit.

4. Concentrische inzet van middelen

4.1. Toepassingsveld

De concentrische inzet van de middelen van de lokale politie heeft betrekking op de versterking voor het beheer van elke gebeurtenis of operatie van bestuurlijke politie, van welke aard ook (vb. FIPA), met inbegrip van een operatie geleid op beslissing van de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze inzet aan middelen kan elke vorm van rechtstreekse operationele steun impliceren en meer bepaald de terbeschikkingstelling van :

personeel voor ordehandhaving,

personeel ter ondersteuning van het verkeersdispositief;

politiepatrouilleshondenteams,

tactische informatieploegen.

Een officier van de steunende politiezone kan geïntegreerd worden in de commandocel van de ordedienst, in de hoedanigheid van verbindingsofficier, zeker wanneer verschillende taalgebieden betrokken zijn.

4.2. Ontvankelijkheidsdrempel van de aanvragen

De ontvankelijkheidsdrempel van de aanvragen stemt overeen met de totale inzet door de betrokken zone, van het personeel hernomen in het operatieorder en dat rechtstreeks het of de evenement(en) moet(en) beheren, voor minstens 12 % van haar beschikbaar effectief (verhoogd voor de gastzone met het aantal eenheden dat zij uit het interventiekorps ter beschikking krijgt).

Bij vreedzame gebeurtenissen van folkloristische, historische of sportieve aard kan men verwachten dat de zone haar eigen middelen maximaal inzet (en dus zelfs ruimschoots het minimum van 12 % overschrijdt).

Deze ontvankelijkheidsdrempel moet geëerbiedigd worden ongeacht aan wie de operationele leiding toevertrouwd wordt, Korpschef of DirCo.

De ontvankelijkheidsdrempel wordt per politiezone weergegeven in de tabel in bijlage B.

4.3. Arrondissementssolidariteit

Ongeacht de specifieke protocollen van laterale steun tussen sommige politiezones (zie dienaangaande de omzendbrief PLP 27 van 4 november 2002) wordt de hier bedoelde arrondissementssolidariteit vastgesteld op 2 % van het beschikbaar effectief van elke andere zone van hetzelfde arrondissement (inbegrepen het effectief dat haar ter beschikking werd gesteld door het interventiekorps).

Deze arrondissementssolidariteit stemt dus overeen met een verplichte vorm van laterale steun waarvoor geen enkele aanrekening zal gebeuren op de prestatielijn HyCap van de desbetreffende zones. Indien de operationele behoeften daarentegen voorschrijven om, geen 2 %, maar meer of zelfs het volledige beschikbaarheidsniveau in te zetten (7 %), zal deze bijkomende capaciteit aangerekend worden.

Eens de arrondissementssolidariteit gedefinieerd, is het evenwel duidelijk dat er rekening zal moeten worden gehouden met de reële situatie van elke naburige politiezone op de afgesproken dag, aan de hand van de som van de activiteiten en gebeurtenissen van de dag. Indien er bijvoorbeeld twee politiezones uit eenzelfde arrondissement gelijktijdig geconfronteerd worden met evenementen, zal de arrondissementssolidariteit slechts één keer van de andere zones vereist worden.

De arrondissementssolidariteit kan ook in laatste instantie vervangen worden door een federale versterking indien er nog capaciteit vrij is en indien er geen vervanging van HyCap gebeurde of nodig was.

Deze drempel kan eveneens herzien worden na elke mobiliteitscyclus en is weergegeven in de tabel in bijlage B.

Naar analogie met de principes van de PLP 27 geeft het hier beschreven systeem van arrondissementssolidariteit aanleiding tot compensatie door de zones die aanspraak maken op de versterkingen van de andere zones. Het soort compensatie wordt aan het oordeel van de zones overgelaten.

4.4. Niet-geplande opdrachten van lange duur

Indien een zelfde opdracht zich boven de 72 uur uitstrekt (voornamelijk naar aanleiding van een staking in de penitentiaire instellingen of externe dreigingen op personen en/of instellingen (ambassades)), moeten de ontvankelijkheids (12 %) - en arrondissementssolidariteitsdrempels (2 %), globaal genomen, niet meer strikt geëerbiedigd worden. De versterkingen zullen naar gelang de operationele beschikbaarheden en de respectievelijke werklasten bepaald worden. Na het verstrijken van deze termijn van 72 uur, mag de totaliteit van de versterkingen die door de andere zones van het betrokken arrondissement geleverd worden, op de prestatielijn aangerekend worden.

De zone die rechtsreeks betrokken is bij de gebeurtenis zal wel altijd voor de omkadering zorgen.

Het is trouwens wenselijk dat lokale overeenkomsten afgesloten worden in het kader van de voorafgaande vastgelegde nood- en interventieplannen.

4.5. Nationale solidariteit (HyCap)

De limiet van de nationale solidariteit is die van het beschikbaarheidsniveau (7 %) van de desbetreffende zones.

Voor de aanduiding van het arrondissement dat de versterking moet leveren, zullen verschillende parameters in aanmerking genomen worden, zoals het taalstelsel, de geografische nabijheid, de te voorziene duur van de opdracht, de operationele meerwaarde, de mate van « verbruik » van de prestatielijn of de werklast van elk arrondissement op het afgesproken ogenblik. Deze verschillende criteria zullen met gezond verstand worden toegepast en de motivering van de beslissing van DAO terzake zal aan de desbetreffende zones via de Dirco worden medegedeeld. De versterkingen zullen bij voorkeur worden aangeduid binnen aangrenzende arrondissementen.

5. Procedure

5.1. Beschrijving

Overeenkomstig de hiervoor uiteengezette voorschriften enerzijds, en de bepalingen van de MFO 03 anderzijds, is de procedure voor de aanvraag en de toekenning van de versterkingen op het volgend schema gebaseerd :

De aanvraag van versterking wordt, zo spoedig mogelijk, bij de Dirco ingeleid door de politiedienst belast met de operationele leiding van de desbetreffende ordedienst.

Zonder zich te mengen in het beheer en in de verantwoordelijkheid van de korpschef, brengt de Dirco een advies uit wat betreft het overwogen dispositief. Hij kan daartoe een technisch advies vragen aan de directie van de operaties en informatie inzake bestuurlijke politie van de federale politie (DAO).

De Dirco controleert of de ontvankelijkheidsdrempel (min 12 %) van de aanvragende zone is nageleefd en deelt aan de andere zones van het arrondissement de noden mede inzake arrondissementssolidariteit, tot beloop van 2 % van hun beschikbaar dispositief, met inachtneming van de werklast van deze politiezones.

Hij overhandigt aan DAO het eventueel bijkomend verzoek voor niet gespecialiseerde steun evenals het verzoek voor gespecialiseerde steun.

DAO duidt eerst de gecentraliseerde DAR aan, vervolgens het Interventiekorps en daarna - indien nodig - de zones van de andere arrondissementen als leveranciers van versterkingen. Gelet op de principes van aanduiding vermeld onder punt 4.3. hierboven, kunnen de politiezones van het bij het evenement betrokken arrondissement worden aangeduid om meer dan 2 % te leveren.

Tijdens de dagen die aan een gebeurtenis voorafgaan put de DirCo, in overleg met de betrokken politiezone(s), de eventueel resterende capaciteit voor HyCap-opdrachten uit het interventiekorps.

Tijdens de dagen die aan de gebeurtenis voorafgaan, put DAO de eventueel resterende capaciteit bij de DAR uit door sommige politiezones te ontheffen van de hun voorheen toevertrouwde opdracht (zowel HyCap als ArroSol).

5.2. Bijzondere rol van de Dirco

5.2.1. Evaluatie van het nodige dispositief

Ten einde een rationele en eenvormige inzet van de beschikbare middelen te garanderen, wordt aan de Dirco een bijzondere rol toevertrouwd bij de evaluatie van het tijdens een evenement gepland veiligheidsdispositief wanneer versterking wordt gevraagd.

Om deze evaluatie te verwezenlijken :

kan de Dirco zich de nodige documentatie laten bezorgen door de evenementenbeheerder;

kan hij een technisch advies vragen aan DAO;

maakt hij een vergelijking met gelijkaardige vorige gebeurtenissen.

In geval van meningsverschil tussen de Dirco en de evenementenbeheerder wordt op initiatief van de Dirco een overleg gestart om een consensus te bereiken inzake de in te zetten middelen.

Indien geen akkoord tot stand komt tussen de Dirco en de evenementenbeheerder aangaande de in te zetten middelen, blijven er drie mogelijkheden :

De Burgemeester vraagt aan de Dirco om in te staan voor de operationele leiding van de ordedienst met de middelen die deze heeft vastgesteld. De vragende zone blijft natuurlijk gehouden haar eigen effectieven in te zetten in de mate zoals die initieel vastgelegd werd.

De Burgemeester gelast de Korpschef met de leiding van de operatie met de door de Dirco vastgestelde middelen; De Burgemeester is het niet eens met de door de Dirco geplande middelen. In dit geval wordt de kwestie voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse zaken die beslist.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan het opvorderingsrecht van de verschillende overheden.

5.2.2. Opvolging van de laterale steunakkoorden

Om rekening te kunnen houden met de reële operationele situatie van de politiezones bij de inzet van de gehypothekeerde capaciteit, moet de Dirco over de nodige informatie beschikken.

Daartoe delen de politiezones aan de Dirco mede of er protocolakkoorden bestaan die de beschikbare operationele capaciteit kunnen beïnvloeden en de evenementen waarvoor deze protocollen van toepassing zijn.

Zonder zich te mengen in de door de politiezones besliste wijze van compensatie, staat de Dirco in voor de opvolging van de inzet in de vorm van een arrondissementssolidariteit en stelt deze ter beschikking van de zones.

5.3. Rol van de Algemene Inspectie

De Algemene Inspectie van de lokale en federale politie (AIG) wordt tot nader order belast met het regelmatig verslag uitbrengen over het inzetten van de gehypothekeerde capaciteit en over de wijze waarop onderhavige richtlijn wordt toegepast, zowel naar de letter als naar de geest. De analyse van de AIG heeft in het bijzonder betrekking op :

De overeenstemming tussen de ingezette capaciteit en de beoordeling van de bedreiging.

De motieven van de zones die opperen dat ze onmogelijk versterking kunnen leveren.

De inzet voor een afgesproken dag van de volledige capaciteit van de federale reserves, Interventiekorps inbegrepen, rekening houdend met haar principes inzake engagement.

6. Bijzondere gevallen

6.1. Voetbal

Uitgaande van een « natuurlijke » solidariteit tussen de zones die te kampen hebben met het fenomeen « hooliganisme », wordt beslist voor de voetbalwedstrijden met uitzondering van de internationale en vriendschappelijke wedstrijden, dat een verplichte solidariteitsnorm eveneens gehanteerd wordt voor de politieke zone van de bezoekende club. Deze norm schommelt naar gelang van het risico van de supportersverplaatsingen. Daarom wordt vóór elk seizoen, na een evaluatie van het afgelopen seizoen met betrokken zones, een risicoanalyse voor verplaatsing uitgewerkt door de Voetbalcel van de FOD Binnenlandse Zaken. Deze risicoanalyse kan worden aangepast na de eerste helft van het lopende speelseizoen en houdt minstens rekening met volgende elementen :

- het aantal supporters dat gemiddeld op verplaatsing meegaat;
- het aantal risicosupporters dat gemiddeld op verplaatsing meegaat;
- het aantal voorgevallen incidenten over de laatste twee seizoenen inzake slagen en verwondingen, vandalisme en inbreuken, misdrijven of pogingen tot confrontatie in groep;
- het verbaliseringsbeleid (staat niet gelijk aan het aantal opgestelde PV's), zijnde de inspanningen die worden geleverd inzake bewijsgraring en de daadwerkelijke aanpak van de risicosupporters.

Deze analyse doet geen afbreuk aan de noodzaak van een punctuele beoordeling die elke afzonderlijke wedstrijd moet voorafgaan.

De voetbalploegen worden in DRIE risicocategorieën gedeeld. Deze stemmen overeen met drie niveaus van verplicht engagement door de betrokken politiezones, te weten :

Voor categorie C : verplichte levering in de vorm kwalitatieve steun, spotters en 3 % van het beschikbaar effectief van de zone; eventuele levering in de vorm van bijkomende gehypothekeerde capaciteit van maximum 4 % van het beschikbaar effectief van de zone;

Voor categorie B : verplichte levering in de vorm van kwalitatieve steun, spotters en 2 % van het beschikbaar effectief van de zone; eventuele levering in de vorm van bijkomende gehypothekeerde capaciteit van maximum 5 % van het beschikbaar effectief van de zone;

Voor categorie A : verplichte levering in de vorm van spotters, minimum levering in de vorm van gehypothekeerde capaciteit, van 2 % van het beschikbaar effectief van de zone en bijkomende levering steeds in de vorm van eventuele gehypothekeerde capaciteit van maximum 5 % van het beschikbaar effectief van de zone;

Politiezones met een club uit eerste klasse die niet in de drie bovenstaande categorieën zijn opgenomen, zijn wel gebonden tot de verplichte levering van de spotters.

Al deze vormen van steun (spotters, kwalitatieve steun, bijkomende HyCap) worden aangerekend op de kredietlijn van de leveranciers.

Kwalitatieve steun bestaat uit het begeleiden en omkaderen van de eigen supporters, en dit op weg naar de speelstad, tijdens de wedstrijd en op de reisroute terug. Deze begeleiding en omkadering behelst een pro-actieve, preventieve aanpak, waarbij communicatie en interactie met de supporters voorop staat. Deze schikkingen moeten duidelijk in het operatieorder naar voren komen. Het kunnen aanspreken van de supporters in de eigen taal en het opheffen van de anonimiteit betreffen twee bijkomende voordelen. Het herstellen van de openbare orde vormt geen primaire taak die valt onder kwalitatieve steun. De bedoelde kwalitatieve steun is bedoeld als ondersteuning van de spotters, die zich dienen te richten op hun doelgroep (bezoekende supporters, waarvan voornamelijk de risicosupporters). De kwalitatieve steun richt zich op de brede onderlaag van supporters. Dit houdt in dat diegenen die de kwalitatieve steun leveren, dit bij voorkeur niet doen in openbare ordekleedij.

De kwalitatieve steun dient door de politiezone van de bezoekende ploeg enkel te worden geleverd indien deze wordt gevraagd door de politiezone van de thuis spelende ploeg. De eindbeslissing om een dergelijke kwalitatieve steun aan te vragen berust bij de verantwoordelijke die de operationele leiding heeft, in functie van zijn tactische beoordeling. De kwalitatieve steun wordt in het kader van de voorbereiding van de gebeurtenis onderhandeld tussen de begunstigde en de leverancier, die beter kent zijn eigen supporters die hij zal moeten omkaderen. De debriefings van de voorbije wedstrijden en een gezamenlijke risicoanalyse zijn hier van groot belang.

De kwalitatieve steun moet geïntegreerd zijn in de jaarlijkse overeenkomsten die voorzien zijn in de ministeriële omzendbrief OOP38.

De kwalitatieve steun van toepassing voor de ordediensten ter gelegenheid van voetbalwedstrijden wordt vóór de arrondissementele solidariteit ingezet.

De verplichte steun wordt geleverd ongeacht de te af te leggen afstand.

Het klassement van de clubs per categorie is weergegeven in bijlage C.

6.2. Inzet binnen de 24 uur

In afwijking van het algemeen principe van een waarschuwing van 24 uur, kan mits uitdrukkelijke machtiging van de Minister of van zijn afgevaardigde en wanneer het interventiekorps reeds volledig is ingezet, toegestaan worden dat de beschikbare, opgeleide en uitgeruste capaciteit van sommige politiekorpsen onmiddellijk wordt gemobiliseerd, daar waar dit niet geplande engagement noodzakelijk lijkt om de fysieke integriteit van personen te vrijwaren of om aanzienlijke materiële schade te vermijden. We denken hierbij aan elke politie-opdracht in een uitzonderlijke situatie die gelijk te stellen is met een crisisbeheer. De door deze maatregel beoogde politiekorpsen zijn in de eerste plaats de politiekorpsen die voor eigen behoefte samenwerken met permanente interventie-eenheden. De aan een andere politiezone via deze weg geleverde steun wordt integraal als gehypothekeerde capaciteit aangerekend. Deze bepalingen houden rekening met de evenementen en de opdrachten die eigen zijn aan de zone.

Deze aanrekening wordt ambtshalve toegestaan indien samenwerkingsovereenkomsten deze laterale steun regelen.

7. Diverse aspecten

7.1. Opleiding

Om het hoofd te kunnen bieden aan haar solidariteitsverplichtingen, moet elke zone, in de continuïteit van de basisopleiding, haar personeel waarop ze een beroep moet kunnen doen voor haar opdrachten van openbare ordehandhaving, jaarlijks een trainingsprogramma van twee dagen laten volgen, zoals in bijlage D beschreven.

De procedures en tactieken van deze trainingen moeten een harmonieuze integratie toelaten van verschillende politiediensten wanneer zij ingezet worden in éénzelfde operatie onder éénzelfde leiding.

De organisatie van deze opleidingen wordt aan de Dirco toevertrouwd, in overleg met de korpschefs, de politiescholen en de opleidingscentra.

Om het beschikbaarheidsniveau te kunnen naleven, wordt aanbevolen om minstens 2,8 maal het aantal te verstrekken personeelsleden op te leiden (beschikbaarheidsniveau).

De opleidingen en bijscholingen worden aangerekend op de prestatielijn naar rato van de goedgekeurde normen met een maximum van 2,8 maal het beschikbaarheidsniveau. Ze worden georganiseerd, bij voorkeur op provinciaal niveau om over een voldoende capaciteit te beschikken om de simulatie toe te laten van een zo groot mogelijk aantal tactische evoluties, in samenwerking met de Dirco's, de politiezones, de opleidingscentra en de politiescholen aan de hand van het door het FOD Binnenlandse Zaken goedgekeurde programma.

7.2. Materiaal en uitrusting

Het ter versterking van een zone geleverde personeel moet over de individuele uitrusting beschikken die de opdracht vereist. Deze wordt hem door zijn politiezone geleverd. De chefs moeten bijzondere aandacht besteden aan de bescherming van de fysieke integriteit van het personeel, in overeenstemming met de graad van bedreiging van elk evenement en die bij de aanvraag zal gepreciseerd worden.

Het vervoer van het ter versterking gestuurde personeel is ten laste van de politiezone die de versterking levert ongeacht een specifiek akkoord met de versterkte politiezone.

Om de compatibiliteit van de radiomiddelen te verzekeren, levert de Federale Politie het voertuig van de pelotoncommando's.

7.3. Aansprakelijkheid voor schade

In het geval personeelsleden of goederen van de lokale politie die steun levert in toepassing van deze richtlijn, schade oplopen (bv. Schade aan een politievoertuig), zal deze schade worden vergoed door de politiezone die de steun ontvangt. Deze laatste kan daarvoor geen verhaal nemen op de Staat, tenzij de opdracht waarvoor de steun werd ontvangen door de Minister van Binnenlandse Zaken uitdrukkelijk in een dwingende richtlijn aan de zone was toegewezen als zijnde een bestuurlijke opdracht van federale aard (bijvoorbeeld de beveiliging van ambassades of van andere instellingen in toepassing van artikel 62, 5° WGP).

Wanneer het supralokaal politieoptreden schade aanricht aan derden, is artikel 47 WPA van toepassing.

7.4. Budgettaire weerslag

Overeenkomstig de principes van artikel 41 van de WGP zal het ontwerp van financieringswet van de politiezones bepalen dat het gedeelte van de federale dotatie betreffende het vervullen van opdrachten van federale aard verminderd zal worden wanneer blijkt dat de zone haar verplichtingen inzake levering van gehypothekeerde capaciteit niet is nagekomen. De in aanmerking genomen bedragen zullen gestort worden aan het federaal solidariteitsfonds of aan de zone die meer capaciteit hebben geleverd dan oorspronkelijk was voorzien.

8. Opheffingsbepalingen

De ministeriële richtlijn van 30 juli 2004 (*Belgisch Staatsblad* 17 augustus 2002) wordt opgeheven.

P. DEWAELE,

Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken

Bijlage A bij de MFO 2

1. Berekening van het beschikbaarheidsniveau

Het beschikbaarheidsniveau wordt berekend op grond van de daadwerkelijk aanwezige effectieven in de politiezones, alle graden door elkaar, met inbegrip van de hulpagenten en het federaal operationeel personeel dat via detachering wordt ter beschikking gesteld (beschikbaar effectief).

Vervolgens wordt de personeelsleden dat ter beschikking werd gesteld door het interventiekorps er bijgevoegd.

Het overige personeel ten aanzien van de minimale norm zal in de berekeningen niet worden in aanmerking genomen.

Deze effectieven worden vastgesteld door de directie van de operaties van de bestuurlijke politie (DGA/DAO) op grond van de verstrekte gegevens :

Voor het eigen personeel van de politiezones, door de algemene directie van het personeel van de federale politie op grond van de gegevens gebruikt voor de betaling van de bezoldigingen

Voor het in de politiezones gedetacheerde personeel, door de algemene directie van de bestuurlijke politie

Het beschikbaarheidsniveau stemt overeen met 7 % van deze effectieven van de politiezones, ingedeeld volgens de tabel in bijlage B.

De respectievelijke vereisten worden herzien na afloop van elke mobiliteitscyclus. DGA/DAO zal zelf de bijwerkingen van bijlage B aan de minister van Binnenlandse Zaken laten worden.

2. Berekening van de prestatielijn

De prestatielijn wordt berekend op grond van dezelfde effectieven als die welke in aanmerking worden genomen voor de berekeningen van het beschikbaarheidsniveau, met inbegrip van de personeelsleden dat ter beschikking werd gesteld door het interventiekorps.

Ze stemt overeen met 1,2 % van de theoretische jaarlijkse prestatie van het beschikbaar effectief van de politiezones (1.520 prestatie-uren per persoon), terwijl het aldus bekomen bedrag (reëel effectief x 1.520 x 0,012) gecorrigeerd wordt (op grond van de dubbele aanrekening van de weekenduren) door een vermenigvuldiging met 1,5 (gelet op het feit dat 50 % van de uren tijdens het weekend gepresteerd wordt).

Een hondenploeg telt voor twee prestatie-eenheden.

Voor een politiezone waarvan het reëel effectief 124 politiemensen bedraagt, bekomt men de prestatielijn via de volgende berekening : $(124 \times 1.520 \times 0,012) \times 1,5$, of 3393 prestatie-eenheden.

Bijlage B bij MFO 2

Tabel die per politiezone het volgende weergeeft :

- Het reëel in aanmerking genomen effectief
- De ontvankelijkheidsdrempel van de aanvragen om versterking
- De arrondissementssolidariteitsnorm (alle graden door elkaar)
- Het beschikbaarheidsniveau (ingedeeld in commandocel, chef en sectielid)
- De prestatielijn

Ann/Bijl B MFO-2 02/08/05

| | | Min, norm KB 05-09-2001 | Gedet. fed.ops personeel | Totaal | HyCap 2005 | 12% ontvank- drempel | 2% Arro- Sol | 7% HyCap | OK/CO | MK/CM | BK/CB |
|------|--|----------------------------|--------------------------------|-------------|---------------|----------------------------|-----------------|-------------|----------|---------------|------------|
| | PROVINCE DU BRABANT WALLON | 671 | 11 | 682 | 18659 | 82 | 13 | 47 | | | |
| 5267 | NIV Nivelles/Genappe | 95 | 0 | 95 | 2599 | 11 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5268 | NIV Braine-le-Château/Rebecq/Tubize (OUEST BRABANT WALLON) | 75 | 0 | 75 | 2052 | 9 | 2 | 5 | 0 | 0 | 4 |
| 5269 | NIV La Hulpe/Lasne/Rixensart (LA MAZERINE) | 78 | 0 | 78 | 2134 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5270 | NIV Court-Saint-Étienne/Villers-la-Ville/Mont-Saint-Guibert/Chastre/Walhain (ORNE-THYLE) | 56 | 2 | 58 | 1587 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5271 | NIV Wavre | 72 | 1 | 73 | 1997 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5272 | NIV Grez-Doiceau/Beauvechain/Incourt/Chaumont-Gistoux (ARDENNES BRABANCONNES) | 48 | 7 | 55 | 1505 | 7 | 1 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| 5273 | NIV Braine-l'Alleud | 64 | 0 | 64 | 1751 | 8 | 1 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| 5274 | NIV Waterloo | 64 | 0 | 64 | 1751 | 8 | 1 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| 5275 | NIV Ottignies-Louvain-la-Neuve | 66 | 1 | 67 | 1833 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5276 | NIV Jodoigne/Hélicine/Orp-Jauche/Ramilles/Perwez (DE JODOIGNE) | 53 | 0 | 53 | 1450 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 671 | 11 | 682 | 18659 | 82 | 13 | 47 | 2 | 6 | 39 |
| | | | | | | | | | | 04 Sec | |
| | PROVINCE DE LIEGE | 2898 | 12 | 2910 | 79617 | 350 | 56 | 203 | | | |
| 5277 | LIE Liège | 1113 | 0 | 1113 | 30452 | 134 | 22 | 78 | 3 | 9 | 66 |
| 5278 | LIE Seraing/Neupré | 201 | 0 | 201 | 5499 | 24 | 4 | 14 | 1 | 2 | 11 |
| 5279 | LIE Herstal | 97 | 0 | 97 | 2654 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5280 | LIE Beyne-Heusay/Fleron/Soumagne | 75 | 1 | 76 | 2079 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5281 | LIE Visé/Biégnny/Danlem/Oupeye/Bassenge/Juprelle (BASSE-MEUSE) | 149 | 4 | 153 | 4186 | 18 | 3 | 11 | 1 | 1 | 9 |
| 5282 | LIE Fémalle | 73 | 0 | 73 | 1997 | 9 | 1 | 5 | 0 | 0 | 5 |
| 5283 | LIE Chaudfontaine/Esneux/Trooz/Aywaille/Sprimont | 116 | 1 | 117 | 3201 | 14 | 2 | 8 | 1 | 0 | 7 |
| 5284 | LIE Ans/Saint-Nicolas | 104 | 0 | 104 | 2845 | 12 | 2 | 7 | 0 | 1 | 6 |
| 5285 | LIE Awans/Grâce-Hollogne | 60 | 0 | 60 | 1642 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5286 | LIE Berloz/Crisnée/Donceel/Faimes/Fexhe-le-Haut-Clocher/Geer/Oreye/Remicourt/Waremme (HESBAYE) | 54 | 0 | 54 | 1477 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 2042 | 6 | 2048 | 56032 | 245 | 40 | 143 | 7 | 17 | 119 |
| | | | | | | | | | | 15 Sec | |
| 5287 | VER Jalhay/Spa/Theux (FAGNES) | 69 | 4 | 73 | 1997 | 9 | 1 | 5 | 1 | 1 | 3 |
| 5288 | VER Aubel/Herve/Onne/Thimister-Clermont/Baelen/Limbourg/Plombières/Welkenraedt (PAYS DE HERVE) | 87 | 1 | 88 | 2408 | 11 | 2 | 6 | 1 | 1 | 4 |
| 5289 | VER Dison/Pepinster/Verviers | 223 | 1 | 224 | 6129 | 27 | 4 | 16 | 1 | 1 | 14 |
| 5290 | VER Liernux/Malmédy/Stavelot/Siouxmont/Trois-Ponts/Waimes (STAVELOT-MALMEDY) | 61 | 0 | 61 | 1669 | 7 | 1 | 4 | 0 | 0 | 4 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 440 | 6 | 446 | 12203 | 54 | 8 | 31 | 3 | 3 | 25 |
| | | | | | | | | | | 03 Sec | |
| 5291 | EUP Amblevier/Bullange/Burg-Reuland/Butgenbach/Saint-Vith (EIFEL) | 51 | 0 | 51 | 1395 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5292 | EUP Eupen/La Calamine/Lontzen/Raeren (WESER-GOHL) | 88 | 0 | 88 | 2408 | 11 | 2 | 6 | 1 | 0 | 5 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 139 | 0 | 139 | 3803 | 17 | 3 | 10 | 1 | 1 | 8 |
| | | | | | | | | | | 01 Sec | |
| 5293 | HUY Braives/Burdinne/Hannut/Héron/Lincenat/Masseiges (HESBAYE OUEST) | 49 | 0 | 49 | 1341 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5294 | HUY Arnay/Engis/Saint-Georges/Vervaine/Villers-le-Bouillet/Wanze | 83 | 0 | 83 | 2271 | 10 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| 5295 | HUY Huy | 72 | 0 | 72 | 1970 | 9 | 1 | 5 | 1 | 0 | 4 |
| 5296 | HUY Anthignes/Clavier/Comblain-au-Pont/Ferrières/Hamoir/Marchin/Modave/Nandrin/Ouffet/Tinlat (ZP DU CONDROZ) | 73 | 0 | 73 | 1997 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 277 | 0 | 277 | 7579 | 34 | 5 | 19 | 1 | 2 | 16 |
| | | | | | | | | | | 02 Sec | |
| | PROVINCE DE LUXEMBOURG | 561 | 11 | 572 | 15650 | 68 | 11 | 40 | | | |

Ann/Bijl B MFO-2 02/08/05

| | | | | | | | | | | | | |
|------|-----|--|-------------|-----------|-------------|--------------|------------|-----------|------------|----------|---------------|-----------|
| 5297 | ARL | Arion/Attert/Habay/Martelange | 95 | 7 | 102 | 2791 | 12 | 2 | 7 | 0 | 1 | 6 |
| 5298 | ARL | Aubange/Messancy/Musson/Saint-Leger (SUD LUXEMBOURG) | 53 | 2 | 55 | 1505 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5299 | ARL | Chiny/Florenville/Meix-devant-Virton/Rouvroy/Tintigny/Virton/Etalle (ZP DE GAUME) | 69 | 0 | 69 | 1888 | 8 | 1 | 5 | 1 | 0 | 4 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 217 | 9 | 226 | 6184 | 27 | 4 | 16 | 1 | 2 | 13 |
| | | | | | | | | | | | 01 Sec | |
| 5300 | MAR | Gouvy/Houffalize/Vielsalm/Manhay/La R-en-Ard/Durbuy/Erezée/Hotton/Rendeux/M-en-Fam/Nassogne/Tenneville (FAMENNE-ARDENNE) | 151 | 0 | 151 | 4131 | 18 | 3 | 11 | 1 | 1 | 9 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 151 | 0 | 151 | 4131 | 18 | 3 | 11 | 1 | 1 | 9 |
| | | | | | | | | | | | 01 Sec | |
| 5301 | NEU | Libramont/Chevigny/Bastogne/Bertogne/Fauvillers/Saint Ode/Vaux-sur-Sûre/Léglise/Neufchâteau (CENTRE ARDENNE) | 101 | 2 | 103 | 2818 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5302 | NEU | Wellin/Tellin/Libin/Daverdisse/Saint Hubert/Bouillon /Paliseur/Bertrix/Herbeumont (SEMOIS ET LESSE) | 92 | 0 | 92 | 2517 | 11 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 193 | 2 | 195 | 5335 | 23 | 4 | 13 | 1 | 2 | 10 |
| | | | | | | | | | | | 01 Sec | |
| | | PROVINCE DE NAMUR | 1092 | 18 | 1110 | 30369 | 132 | 22 | 78 | | | |
| 5303 | NAM | Namur | 354 | 1 | 355 | 9713 | 43 | 7 | 25 | 2 | 2 | 21 |
| 5304 | NAM | Eghezée/Gembloux/La Bruyère (ORNEAUX-MAHAIGNE) | 70 | 0 | 70 | 1915 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5305 | NAM | Andenne/Assesse/Fernelmont/Gesves/Ohay (ZP DES ARCHES) | 86 | 0 | 86 | 2353 | 10 | 2 | 6 | 1 | 1 | 4 |
| 5306 | NAM | Floreffe/Fosses-la-Ville/Mettin/Profondeville (ENTRE SAMBRE ET MEUSE) | 67 | 0 | 67 | 1833 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5307 | NAM | Samrevel/Sombreffe (SAMBOM) | 78 | 0 | 78 | 2134 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5308 | NAM | Jemeppe-sur-Sambre | 36 | 0 | 36 | 985 | 4 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 691 | | 691 | 18933 | 82 | 14 | 49 | 3 | 6 | 40 |
| | | | | | | | | | | | 05 Sec | |
| 5309 | DIN | Florennes/Walcourt (FLOWAL) | 56 | 3 | 59 | 1614 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5310 | DIN | Beauraing/Bièvre/Gedinne/Yvesse-sur-Semois (HOUILLE-SEMOIS) | 49 | 0 | 49 | 1341 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5311 | DIN | Couvin/Viroinval (3 VALLEES) | 52 | 0 | 52 | 1423 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5312 | DIN | Dinant/Anhee/Hastière/Omhayer/Yvoir (HAUTE MEUSE) | 95 | 3 | 98 | 2681 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5313 | DIN | Houyet/Rochefort (LESSE ET LHOMME) | 42 | 3 | 45 | 1231 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5314 | DIN | Ciney/Hamois/Havelange/Somme-Leuze (CONDROZ-FAMENNE) | 68 | 4 | 72 | 1970 | 9 | 1 | 5 | 1 | 0 | 4 |
| 5315 | DIN | Cerfontaine/Doische/Philippeville (HERMETON ET HEURE) | 39 | 4 | 43 | 1176 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 401 | 18 | 419 | 11436 | 50 | 8 | 29 | 2 | 3 | 24 |
| | | | | | | | | | | | 03 Sec | |
| | | PROVINCE DU HAINAUT | 3332 | 57 | 3389 | 92724 | 406 | 69 | 237 | | | |
| 5316 | TOU | Tournai/Antoing/Brunehaut/Rumes (ZP du TOURNAISIS) | 192 | 0 | 192 | 5253 | 23 | 4 | 13 | 1 | 2 | 10 |
| 5317 | TOU | Mouscron | 146 | 3 | 149 | 4077 | 18 | 3 | 10 | 1 | 1 | 8 |
| 5318 | TOU | Comines-Warneton | 37 | 4 | 41 | 1122 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5319 | TOU | Belœil/Leuze-en-Hainaut | 56 | 1 | 57 | 1560 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5320 | TOU | Celles/Estaimpuis/Mont-de-Tenous/Peq (SCALDIS)(VAL DE L'ESCAUT) | 43 | 0 | 43 | 1176 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5321 | TOU | Bermissart/Peruwelz | 60 | 0 | 60 | 1642 | 7 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5322 | TOU | Ath | 57 | 2 | 59 | 1614 | 7 | 1 | 4 | 1 | 0 | 3 |
| 5323 | TOU | Eliezelles/Flobecq/Frasnes-lez-Arvaing/Lessines (ZP des COLLINES) | 72 | 5 | 77 | 2107 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| | | TOTA(A) L'ARRONDISSEMENT | 663 | 15 | 678 | 18551 | 81 | 14 | 46 | 3 | 6 | 37 |

Ann/Bijl B MFO-2 02/08/05

| | | | | | | | | | | | | |
|------|-----|--|-------------|------------|-------------|---------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|------------|
| 5324 | MON | Mons/Quévy | 337 | 15 | 352 | 9631 | 42 | 7 | 25 | 1 | 2 | 22 |
| 5325 | MON | La Louvière | 194 | 8 | 202 | 5527 | 24 | 4 | 14 | 1 | 2 | 11 |
| 5326 | MON | Brugellette/Chievres/Enghein/Jurbise/Lens/Sily (ZP de SYLLE et DENDRE) | 70 | 1 | 71 | 1943 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5327 | MON | Boussu/Colfontaine/Frameries/Quaregnon/Saint-Ghislain (BORAINE) | 227 | 1 | 228 | 6238 | 27 | 5 | 16 | 1 | 2 | 13 |
| 5328 | MON | Soignies/Breines-le-Comte/Ecaussinnes/Le Roeux (HAUTE SENNE) | 131 | 6 | 137 | 3748 | 16 | 3 | 10 | 1 | 1 | 8 |
| 5329 | MON | Dour/Henries/Honnelles/Quévrain (ZP des HAUTS-PAYS) | 75 | 0 | 75 | 2052 | 9 | 2 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 1034 | 31 | 1065 | 29139 | 127 | 22 | 75 | 4 | 9 | 62 |
| | | | | | | | | | | | | |
| 5330 | CHA | Charleroi | 863 | 0 | 863 | 23612 | 104 | 17 | 60 | 3 | 8 | 49 |
| 5331 | CHA | Châtelet/Aiseau-Présles/Farciennes | 143 | 0 | 143 | 3912 | 17 | 3 | 10 | 1 | 1 | 8 |
| 5332 | CHA | Binche/Andrius | 97 | 0 | 97 | 2654 | 12 | 2 | 7 | 0 | 1 | 6 |
| 5333 | CHA | Erqueleines/Estinnes/Merbes-le-Château/Lobbes (LERMES) | 54 | 0 | 54 | 1477 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5334 | CHA | Beaumont/Chimay/Froidchapelle/Momignies/Sivry-Rance (BOTTE de HAINAUT) | 65 | 0 | 65 | 1778 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5335 | CHA | Chapelle-lez-Heraumont/Manège/Morlanwez/Seneffe (MARIEMONT) | 138 | 4 | 142 | 3885 | 17 | 3 | 10 | 1 | 1 | 8 |
| 5336 | CHA | Courcelles/Fontaine-l'Éveque (ZP des TRIEUX) | 106 | 2 | 108 | 2955 | 13 | 2 | 8 | 1 | 1 | 6 |
| 5337 | CHA | Fleurus/Les Bons Villers/Pont-à-Celles | 87 | 5 | 92 | 2517 | 11 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| 5338 | CHA | Gerpennes/Ham-sur-Heure-Nalinnes/Montigny-le-Tilleul/Thuin | 82 | 0 | 82 | 2244 | 10 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 1635 | 11 | 1646 | 45034 | 198 | 33 | 116 | 6 | 16 | 94 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | ARRONDISSEMENT DE BRUXELLES-CAPITALE | | | | | | | | | | |
| | | BRUSSEL-HOOFDSTAD | | | | | | | | | | |
| 5339 | BXL | Bruxelles-Capitale-ixelles (Brussel-Hoofdstad-Elsene) (ZONE 4) | 4855 | 365 | 5220 | 142818 | 627 | 104 | 366 | | | |
| 5340 | BXL | Molenbeek-St-Jeans/Koekelberg/Lette/Ganshoren/Berchem-Ste-Agathe (BRUXELLES OUEST - BRUSSEL WEST) (ZONE 3) | 2061 | 204 | 2265 | 61970 | 272 | 45 | 159 | 3 | 18 | 138 |
| 5341 | BXL | Anderlecht/St-Gille(I)s/Forest-Vorst (ZONE 2)(MIDI-ZUID) | 574 | 16 | 590 | 16142 | 71 | 12 | 41 | 1 | 5 | 35 |
| 5342 | BXL | Uccle/Ukkel/Watermael-Boitsfort-Bosvoorde/Auderghem (ZONE 1) | 738 | 54 | 792 | 21669 | 95 | 16 | 55 | 2 | 7 | 46 |
| 5343 | BXL | Etterbeek/St Pieters Woluwe St-Pierre/St Lambert (MONTGOMERY) (ZONE 5) | 425 | 42 | 467 | 12777 | 56 | 9 | 33 | 1 | 4 | 28 |
| 5344 | BXL | Schaerbeek/Evere/Saint-Josse-ten-Noode (ZONE 6) | 418 | 38 | 456 | 12476 | 55 | 9 | 32 | 1 | 4 | 27 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 4855 | 365 | 5220 | 142818 | 627 | 104 | 366 | 10 | 44 | 312 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | PROVINCIE ANTWERPEN | | | | | | | | | | |
| 5345 | ANT | Antwerpen | 4293 | 57 | 4350 | 119015 | 523 | 85 | 303 | | | |
| 5346 | ANT | Zwijndrecht | 2131 | 25 | 2156 | 58988 | 259 | 43 | 151 | 4 | 18 | 129 |
| 5347 | ANT | Boom/Rumst/Niel/Schelle/Hemiksem (RUPEL) | 35 | 0 | 35 | 958 | 4 | 1 | 2 | 0 | 0 | 2 |
| 5348 | ANT | Kapellen/Stabroek (NOORD) | 99 | 4 | 103 | 2818 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5349 | ANT | Aartselaar/Edegem/Hove/Kontich/Lint (HEKLA) | 63 | 3 | 66 | 1806 | 8 | 1 | 5 | 1 | 0 | 4 |
| 5350 | ANT | Essen/Kalmthout/Wuustwezel (GRENS) | 129 | 0 | 129 | 3529 | 15 | 3 | 129 | 1 | 1 | 7 |
| 5351 | ANT | Essen/Kalmthout/Wuustwezel (GRENS) | 73 | 0 | 73 | 1987 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5352 | ANT | Boechout/Borsbeek/Mortsel/Wijnegem/Wommelgem (MINOS) | 129 | 2 | 131 | 3584 | 16 | 3 | 9 | 0 | 1 | 8 |
| 5353 | ANT | Brasschaat | 69 | 0 | 69 | 1888 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5354 | ANT | Schoten | 72 | 0 | 72 | 1970 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5355 | ANT | Rans/Zandhoven | 42 | 0 | 42 | 1149 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5355 | ANT | Brech/Malle/Schilde/Zoersel (VOORKEMPEN) | 112 | 0 | 112 | 3064 | 13 | 2 | 8 | 0 | 1 | 7 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 2954 | 34 | 2988 | 81751 | 358 | 59 | 209 | 7 | 25 | 177 |

Ann/Bijl B MFO-2 02/08/05

| | | | | | | | | | | | | |
|------|-----|---|-------------|-----------|-------------|--------------|------------|-----------|------------|----------|----------|-----------|
| 5356 | MEC | Bornem/Puurs/Sint-Amands (KLEIN-BRABANT) | 67 | 3 | 70 | 1915 | 8 | 1 | 5 | 1 | 1 | 3 |
| 5357 | MEC | Willebroeck | 46 | 2 | 48 | 1313 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5358 | MEC | Mechelen | 262 | 4 | 266 | 7278 | 32 | 5 | 19 | 2 | 2 | 15 |
| 5359 | MEC | Borheliden/Duffel/Putte/Sint-Katelijne-Waver (BODUKAP) | 92 | 0 | 92 | 2517 | 11 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| 5360 | MEC | Lier | 83 | 1 | 84 | 2298 | 10 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| 5361 | MEC | Berlaar/Nijlen | 48 | 0 | 48 | 1313 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5362 | MEC | Heist-op-den-Berg (HEIST) | 52 | 0 | 52 | 1423 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 650 | 10 | 660 | 18057 | 79 | 13 | 46 | 3 | 6 | 37 |
| | | | | | | | | | | | | |
| 5363 | TUR | Hoogstraten/Mierkplas/Rijkvorsel (NOORDERKEMPEN) | 54 | 9 | 63 | 1724 | 8 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5364 | TUR | Beerse/Lille/Vosseelaar/Baarle-Hertog/Kasterlee/Oud-Turnhout/ Turnhout (REGIO TURNHOUT) | 206 | 0 | 206 | 5636 | 25 | 4 | 14 | 1 | 2 | 11 |
| 5365 | TUR | Hersel/Hulshout/Westerlo (ZUIDERKEMPEN) | 63 | 0 | 63 | 1724 | 8 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5366 | TUR | Geel/Laakdal/Meechout | 107 | 1 | 108 | 2955 | 13 | 2 | 8 | 1 | 1 | 6 |
| 5367 | TUR | Arendonk/Ravels/Reite (KEMPEN N-O) | 48 | 0 | 48 | 1313 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5368 | TUR | Balen/Dessel/Mol | 106 | 0 | 106 | 2900 | 13 | 2 | 7 | 0 | 1 | 6 |
| 5369 | TUR | Dilsen-Donk/Herentals/Herenthout/Olen/Vorseelaar (NETELAND) | 105 | 3 | 108 | 2955 | 13 | 2 | 8 | 0 | 1 | 7 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 689 | 13 | 702 | 19207 | 86 | 13 | 48 | 2 | 7 | 39 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | PROVINCIE LIMBURG | 1406 | 29 | 1433 | 39264 | 175 | 27 | 101 | | | |
| 5370 | HAS | Diepenbeek/Hassel/Zonhoven (HAZODI) | 246 | 0 | 246 | 6731 | 30 | 5 | 17 | 1 | 2 | 14 |
| 5371 | HAS | Lommel | 52 | 0 | 52 | 1423 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5372 | HAS | Hamont-Achel/Neerpelt/Overpelt | 51 | 0 | 51 | 1395 | 6 | 1 | 4 | 0 | 1 | 3 |
| 5373 | HAS | Beringen/Ham/Tessenderlo | 97 | 0 | 97 | 2654 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5374 | HAS | Halen/Herk-de-Stad/Lummen (WEST-LIMBURG) | 46 | 0 | 46 | 1259 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5375 | HAS | Heusden-Zolder | 46 | 0 | 46 | 1259 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5376 | HAS | Gingelom/Neuwerkerken/Sint-Truiden | 94 | 2 | 96 | 2627 | 12 | 2 | 7 | 1 | 1 | 5 |
| 5377 | HAS | Hechtel-Eksel/Leopoldsburg/Peer (KEMPENLAND) | 74 | 0 | 74 | 2025 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5378 | HAS | Houthalen-Hechteren | 46 | 0 | 46 | 1259 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 752 | 2 | 754 | 20632 | 93 | 15 | 53 | 3 | 7 | 43 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| 5379 | TON | Alken/Borgloon/Heers/Kortessem/Wellen (KANTON BORGLOON) | 58 | 7 | 65 | 1778 | 8 | 1 | 5 | 1 | 1 | 3 |
| 5380 | TON | Tongeren/Herstappe | 68 | 2 | 70 | 1915 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5381 | TON | Blizen/Hoeselt/Rienst | 84 | 2 | 86 | 2353 | 10 | 2 | 6 | 0 | 1 | 5 |
| 5382 | TON | Voeren | 9 | 5 | 14 | 383 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| 5383 | TON | Dilsen-Stokkem/Maaseik (MAASLAND) | 69 | 5 | 74 | 2025 | 9 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5384 | TON | As/Opglabbeek/Genk/Zutendaat (GAOZ) | 185 | 0 | 185 | 5062 | 22 | 4 | 13 | 2 | 2 | 9 |
| 5385 | TON | Bocholt/Bree/Kinrooi/Meeuwen-Gruitrode (NOORDOOST LIMBURG) | 67 | 1 | 68 | 1860 | 8 | 1 | 5 | 0 | 1 | 4 |
| 5386 | TON | Lanaken | 48 | 0 | 48 | 1313 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |
| 5387 | TON | Maasmechelen | 66 | 5 | 71 | 1943 | 9 | 1 | 5 | 1 | 1 | 3 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 654 | 27 | 681 | 18632 | 82 | 12 | 48 | 4 | 8 | 36 |

Ann/Biji B MFO-2 02/08/05

| | | | | | | | | | | | | |
|------|-----|---|--------------|------------|--------------|---------------|-------------|------------|-------------|---------------|----------|-----------|
| 5462 | IEP | Ieper/Wervik/Heuvelland/Mesen/Poperinge/Vleteren/Langemark/Poelkapelle/Moorstede/Staden/Zonnebeke (ARRO IEPER) | 221 | 0 | 221 | 6047 | 27 | 4 | 15 | 1 | 1 | 13 |
| | | TOTA(A)L ARRONDISSEMENT | 221 | 0 | 221 | 6047 | 27 | 4 | 15 | 1 | 1 | 13 |
| | | BELGIQUE - BELGIE | 26595 | 648 | 27244 | 745397 | 3273 | 539 | 1900 | 01 Sec | | |

Bijlage C bij de MFO 2

Regels voor inzet en aanrekening van de steun door de betrokken politiezones bij verplaatsing door risico-voetbalclubs (1).

| Categorie | Club | Verplichte kwalitatieve steun Spotters (1) | Verplichte kwalitatieve steun (2) | Bijkomende HyCap (3) |
|-----------|--|--|-----------------------------------|----------------------|
| C | ANTWERP STANDARD | JA | 3 % | Max 4 % |
| B | ANDERLECHT CLUB BRUGGE | JA | 2 % | Max 5 % |
| A | CHARLEROI GBA GENT GENKLIERSE LOKEREN MECHELEN KV | JA | 0 % | Min 2 % - Max 7 % |

- (1) Deze steun wordt op de prestatie lijn aangerekend.
 (2) Met een maximum van één A/PI; ongeacht de afstand van verplaatsing.
 (3) Volgens het algemene principe van concentrische inzet.

Bijlage D aan MFO2

Geïntegreerd concept « Trainingen Hycap »

1. ALGEMENE CONTEXT

1.1. Globale visie

De opleiding moet tegemoet komen aan de behoeften van de geïntegreerde politie, hetgeen een globale opleidingsvisie en een geharmoniseerde aanpak impliceert.

In de concretisering van deze geïntegreerde gedachte moet rekening gehouden worden met volgende aspecten :

de structurele integratie : binnen en tussen de lokale en de federale politie. Het is daarom aangewezen dat het trainingsprogramma Hycap, zoals dit het geval is voor het opleidingsprogramma Hycap, centraal wordt beheerd op basis van een zelfde overeengekomen opleidingsconcept en -programma. Dit belet niet dat de trainingen gedeconcentreerd worden georganiseerd door de Dirco's en dat er aandacht besteed wordt aan meer lokale thema's.

de operationele integratie : tussen het niveau leiding en coördinatie en het operationeel-uitvoerend niveau. Dit impliceert dat naast de opleidingen en trainingen Hycap, eveneens andere coherente opleidingen blijven voorzien worden voor het strategische niveau (leiding en coördinatie : zonechefs, Dirco's, operationele directeurs, ...).

de pedagogische integratie : de trainingen Hycap moeten coherent aansluiten op de functionele opleidingen Hycap verstrekt voor de verschillende niveaus (sectielid, sectiechef, pelotonscommandant) en desgevallend op andere opleidingsinitiatieven.

Het huidig document heeft enkel betrekking op de trainingen Hycap.

1.2. Het concept training

De vroegere versie van de ministeriële omzendbrief, met name de MFO-2 dd 3 april 2002, betreffende het personeel capaciteitsbeheer en het verlenen van versterking door de lokale politie bij opdrachten van bestuurlijke politie, voorzorg in gemeenschappelijke opleidingen voor het personeel dat werd ingezet voor een supra lokale versterking.

Naast deze opleiding Hycap moest dit opgeleid personeel jaarlijks eveneens een door de Minister erkend trainingsprogramma volgen.

De opleidingen Hycap worden op basis van Art I.I.1, 27° RPPol en van het ontwerp MB tot bepaling van de functionele opleidingen betreffende de bijzondere bekwaamheden van de personeelsleden van de politiediensten, beschouwd als een functionele opleiding betreffende bijzondere bekwaamheden.

Het jaarlijkse trainingsprogramma Hycap beantwoordt niet aan de definitie van een functionele opleiding zoals gedefinieerd in Art I.I.1, 27° RPPol. Het betreft dus geen functionele opleiding maar een bijscholing (training zonder erkenningsdossier).

2. TRAININGSCONCEPT

2.1. Gewenst globaal effect

Met het trainingsconcept Hycap wordt het volgend globaal effect beoogd :

« waarborgen van de continuïteit en van de operationele en professionele kwaliteit van de geconstitueerde eenheden Hycap door het voorzien, naast de functionele opleidingen Hycap, van een coherent systeem van jaarlijkse bijscholingen-trainingen met de bedoeling de professionele competenties van het Hycappersoneel op peil te houden en verder te consolideren »

De trainingen Hycap dragen in belangrijke mate bij tot de realisatie van andere doelstellingen die de geïntegreerde werking bevorderen, zoals de harmonisering van definities en terminologie, aanpak en methodes, het gebruik van eenzelfde structuur voor de operatieorders, de operationele integratie (samenwerking tussen Hycap-eenheden, samenwerking met gespecialiseerde middelen DAR, ...).

2.2. Programma

2.2.1. Minimale trainingsnorm

De minimale trainingsnorm bedraagt twee dagen per jaar.

Deze twee dagen worden als volgt opgedeeld :

Dag 1 (AM) TTX : « TTeXercice »

Training voor de comdocel in zaal

Deelnemers : pelotonscommandant, adjunct pelotonscommandant en eventueel operateur

Dag 1 (PM) CPX : « Commando Post eXercice »

Training voor de comdocel op het terrein (in reële omgeving)

Deelnemers : pelotonscommandant, adjunct pelotonscommandant, chauffeur-operateur, operateur

- Dag 2 FTX : « Full Troop eXercice »

Training voor het volledige peloton op een geschikte trainingssite

Deelnemers : volledige commandocel met organiek peloton Hycap en eventueel bijzondere middelen DAR

2.2.2. Algemeen thema en opleidingspakket

DPEO stelt jaarlijks, in samenspraak met DAO, een algemeen thema voor (voetbal, protestbetoging, ...) waarin geconstitueerde eenheden (politie vanuit een interventierol) worden ingezet voor preventieve of reactieve opdrachten.

De keuze van het thema is onder meer gebaseerd op :

- de actuele problemen die zich op dat ogenblik voordoen (bvb nieuwe wet-regelgeving, rampen, gijzeling door stakingspiket, ...)
- de te trekken lessen uit voorbije gebeurtenissen van bestuurlijke politie;
- eventuele voorstellen die door de zonechefs, de Dirco's of DAO geformuleerd worden.

Na overleg met de Vaste Commissie van de lokale politie wordt dit algemeen thema (algemeen contextueel geraamte onder de vorm van bijvoorbeeld een globaal operatieorder op het niveau leiding en coördinatie) toegezonden aan de Dirco's. In samenspraak tussen de Dirco's, korpschefs en de provinciale politieschool wordt dit algemeen thema aangepast aan de lokale, arrondissementele of provinciale specifieke contextuele en geografische omstandigheden.

Dit algemeen thema wordt op een geïntegreerde manier aangewend voor de trainingen van de commandocel (TTX en CPX) en voor de trainingen van het organiek peloton (FTX).

2.3. Concrete doelstellingen en werkvormen

Aangezien de « Trainingen Hycap », onder meer, de consolidering van de vaardigheden ontwikkeld n.a.v. de « opleidingen Hycap » beogen, dient men zich hiervoor te refereren naar de verschillende erkenningsdossiers per niveau.

Hieronder worden, op een algemene wijze, de doelstellingen en werkvormen weergegeven voor de trainingsaspecten TTX en CPX.

N.a.v. de trainingen Hycap dienen ook de harmonisering van aanpak en methodes en het gebruik van een zelfde structuur voor het operatieorder benadrukt te worden.

Het is belangrijk dat na de oefeningen een degelijke debriefing gegeven wordt. Enerzijds krijgen de deelnemers aan de oefeningen op die manier een feed-back met betrekking tot hun persoonlijk functioneren en anderzijds is dit voor de betrokken zonechefs en Dirco's een informatiebron met betrekking tot de trainingsgraad van de betrokken Hycap-eenheden.

2.3.1. TTX

Concrete doelstellingen

Consolideren en verder ontwikkelen van de professionele attitudes en vaardigheden van de commandocellen Hycap door :

- het behandelen van een aantal relevante theoretische aspecten;

het -IN ZAAL- laten analyseren van een aantal virtuele veiligheidsproblemen van het niveau peloton Hycap (zie algemeen thema);

dringende beslissingen te laten nemen en een operationeel concept te laten uitwerken door de pelotonscommandanten;

het weerhouden concept voor uitvoering virtueel te laten meedelen aan de sectiechefs en andere rechtstreekse medewerkers op basis van particuliere orders en/of van een manoeuvreplan.

het organiseren van een nabespreking na elke oefening (te trekken lessen, aanbevelingen, best practices, ...)

Mogelijke theoretische aspecten :

Wettelijk-ethisch-filosofisch referentiekader; gebruik van dwang, bestuurlijke aanhoudingen, te trekken lessen, methodologische aspecten (analysemethode per actiemodi), technische aspecten (werken met paraatheidsgraden, gebruik bijzondere middelen,...), wisselwerking toezicht-interventie, sjabloon operatieorder en manoeuvreplan, ...

- het globaal operatieorder

Praktische oefeningen TTX :

Door simulatie in zaal (tafeloefening) en bespreking na elk incident.

Aandachtspunten :

Verloop berichtgeving, snelheid van werken, paraatheidsgraden, correcte formulering van het manoeuvreplan en van de opdrachten, correcte voorstelling van de mica, doenbaarheid van de operatie, volledigheid van de briefing, ...

2.3.2. CPX

Concrete doelstellingen

Consolideren en verder ontwikkelen van de professionele attitudes en vaardigheden van de commandocellen Hycap door :

het -OP VOERTUIG EN OP HET TERREIN- laten analyseren van een aantal virtuele veiligheidsproblemen van het niveau peloton Hycap (zie algemeen thema);

dringende beslissingen te laten nemen en een operationeel concept te laten uitwerken;

het weerhouden concept voor uitvoering virtueel laten meedelen aan de sectiechefs en andere rechtstreekse medewerkers op basis van particuliere orders en/of van een manoeuvreplan (kan gevraagd worden op de debriefing, tenzij een observator in het voertuig aanwezig is);

de operatie virtueel te laten uitvoeren door de verplaatsingen te maken met het commandovoertuig naar de actiezone en de noodzakelijke berichtgeving te laten geven.

het organiseren van een nabespreking na de oefeningen op het terrein (te trekken lessen, aanbevelingen, best practices, ...)

2.3.3. FTX

Concrete doelstellingen

Consolideren en verder ontwikkelen van de professionele vaardigheden van de geconstitueerde eenheden Hycap op niveau sectie en peloton door :

het -IN EEN GESCHIKTE TRAININGSSITE- in geconstitueerd verband uitvoeren van de actiemodi en de technieken (waaronder de geweldsbeheersing);

de pelotonscommandant een aantal (voorbereide) hypothesen-scenario's (zie thema TTX-CPX) te laten briefen aan de sectiechefs (manoevreplan, particulier order), die vervolgens hun respectieve opdracht briefen aan hun sectie (van pelotonsorder, naar sectieorder tot uitvoering).

de technieken en actiemodi effectief laten uitvoeren;

het organiseren van een collectieve nabespreking na elke oefening (te trekken lessen, aanbevelingen, best practices, ...).

2.4. Evaluatie

2.4.1. Evaluatie van het product

De evaluatie van de commandocellen, van de secties en van het peloton gebeurt op basis van goed gestructureerde debriefings waarbij te trekken lessen, aanbevelingen en best practices worden geformuleerd.

De zonechef blijft verantwoordelijk voor de trainingsgraad en het trainingsniveau van zijn personeel. Op vraag van de zonechef, kan de Dirco (in samenwerking met andere partners, scholen) desgevallend ondersteuning geven.

Momenteel worden enkel de algemene basisvaardigheden opgenomen in het programma van de training Hycap.

De training van meer bijzondere vaardigheden (molotov, traangas, ...) kan eventueel in functie van specifieke behoeften en van budgettaire, infrastructurele en materiële mogelijkheden bijkomend georganiseerd worden voor een deel of voor het geheel van het doelpubliek.

2.4.2. Evaluatie van het proces

De provinciale of arrondissementale organisator bewaakt de correcte uitvoering van het programma. Hij zorgt ervoor dat alle leden van de Hycap worden getraind en maakt de lijst van de personen die de training hebben gevolgd over aan de DPEF-Cel Hycap en aan de Dirco's.

Er wordt door de trainingsverantwoordelijke aan de pelotonscommandant gevraagd om volgende aspecten van de training te evalueren :

- Coherentie van het programma - Relevantie van de inhoudelijke aspecten - Effectiviteit van de didactische werkvormen - Geschiktheid van de accommodatie - Verbetervoorstellen

2.4.3. Bijsturingen

Indien er fundamentele problemen zouden vastgesteld worden, dan moet de verantwoordelijke voor de training dit meedelen aan de provinciale of arrondissementale organisator die, in samenspraak met DGA, de VCLP en de federale coördinator Hycap de gepaste maatregelen neemt of voorstelt.

3. ORGANISATIE

3.1. Trainingsstructuur

De trainingen Hycap kunnen op arrondissementaal niveau (één of meerdere arrondissementen) of op provinciaal niveau georganiseerd worden.

Om de trainingen Hycap te optimaliseren is het aangewezen om ze op provinciaal niveau te organiseren.

3.2. Doelgroep

De personeelsleden die in aanmerking komen voor de opleidingen en voor de trainingen Hycap zijn, onder meer, deze die opgenomen zijn op de slagorde Hycap op basis van de bijlage B van de MFO-2 van 30 juli 2004.

In principe mogen enkel de personeelsleden die de functionele opleiding Hycap gevolgd hebben, deelnemen aan de trainingen (startprofiel).

Het is eveneens aangewezen dat de andere personeelsleden die in geconstitueerd verband worden ingezet in een interventierol een gelijkwaardige opleiding en training krijgen, met name : het personeel van de geconstitueerde eenheden eigen aan bepaalde politiezones, het personeel van de interventiekorpsen, het personeel van de DAR, het personeel betrokken in de interzonale solidariteitsverplichtingen van de politiezones (voor zover ze niet worden geput uit de Hycap).

(Zie ook PLP 10 van 16-10-2001 en de minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking, in het bijzonder : 6° De functie handhaving van de openbare orde)

3.3. Verantwoordelijkheden

3.3.1. DIRCO

De organisatie van de trainingen wordt aan de Dirco toevertrouwd, in overleg met de korpschefs, de politiescholen en de opleidingscentra. Aan de Dirco's wordt aanbevolen zoveel als mogelijk de trainingen op provinciaal niveau te organiseren.

3.3.2. DAO

De planning van de trainingen wordt op nationaal niveau door DAO bijgehouden (aanmelding door Dirco). DAO ondersteunt de opleidingen ook inhoudelijk door het ter beschikking stellen van de te trekken lessen uit voorbije ordediensten.

3.3.3. DPEO

DPEO ondersteunt de trainingen Hycap op pedagogisch en didactisch vlak door jaarlijks een algemeen thema te ontwikkelen, door het ter beschikking stellen van type-oefeningen, door het ontwikkelen van bepaalde theoretische aspecten, door het verschaffen van bijkomende adviezen.

3.3.4. DAR

De DAR zal in functie van behoeften en van haar mogelijkheden bijzondere middelen ter beschikking stellen (bvb. Sproeiwagen) en eventueel ondersteuning leveren onder de vorm van moderatoren. De aanvragen ter ondersteuning met middelen DAR moeten gebeuren d.m.v. RAR-formulier en via de Dirco aan DAO gericht worden.

3.3.5. DPEF

De Cel Hycap van DPEF ontwikkelt het trainingsprogramma voor de FTX. Zij bewaakt eveneens de uitvoering van het globale trainingsprogramma (TTX, CPX, FTX) en brengt hiervan verslag uit bij DGA.

3.4. Globale planning

Jaarlijks worden twee trainingsdagen georganiseerd volgens de minimale trainingsnorm voorzien in het punt 2.2.1 supra.

Het jaar 2005 wordt beschouwd als een opstartjaar en testfase voor de trainingen Hycap. Al het personeel dat deel uitmaakt van de gehypothekeerde capaciteit zou tegen eind 2006 moeten deelgenomen hebben aan een eerste training Hycap.

De initiatieven die reeds van start zijn gegaan en die de goedkeuring wegdragen van DGA, van DPF en van de federale coördinator Hycap (DPEF) kunnen worden verdergezet. De fiche met de trainingsmodaliteiten (zie aanhangsel) dient wel te worden ingevuld.

Eind 2006 wordt het trainingsstelsel geëvalueerd en vanaf 2007 wordt overgegaan tot de routinefase.